



Collection
Pour en finir avec

Collection **Pour en finir avec**

Inégalités, exploitations, dominations, pollutions... Si aujourd'hui les constats catastrophistes se multiplient, les « faiseurs d'opinion » et les universitaires – souvent de gauche – dissimulent systématiquement les racines de l'oppression sous un vernis réformiste et misérabiliste. La collection **Pour en finir avec** développe des analyses radicales qui ébranlent les situations d'aliénation que nous vivons au quotidien.

DANS LA MÊME COLLECTION

_Pour en finir avec le sexisme

Guillaume Carnino, 2005

_La Tyrannie technologique. Critique de la société numérique

Collectif, 2007

_Contre les jouets sexistes

Collectif, 2007

**UN FUTUR
SANS AVENIR**
**POURQUOI IL NE FAUT PAS
SAUVER LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**
OBLOMOFF
ÉDITIONS L'ÉCHAPPÉE

**Pour contacter
le Groupe Oblomoff**
21^{er}, rue Voltaire
75011 Paris
oblomoff@no-log.org

ÉDITIONS L'ÉCHAPPÉE
32 av. de la Résistance
93 100 Montreuil
lechappee@no-log.org
www.lechappee.org
graphisme atelier
des grands pêcheurs
(atelierdgp@wanadoo.fr)
correction Lionel
de La Fouchardière

dépôt légal 4^e trimestre 2009

impression Corlet
L'échappée, 2009
Illustration de couverture
Droits réservés

AVANT-PROPOS

La Science (avec majuscule) est au cœur de l'idéologie progressiste qui a légitimé la prise en main de la destinée humaine et terrestre par l'industrie depuis deux siècles. La science (en minuscule), sous les multiples aspects (parfois contradictoires) qu'elle recouvre, est centrale dans la production de nouveaux procédés industriels, de nouveaux modes d'être au monde, de nouveaux objets, en bref, de nouvelles technologies. Le Groupe Oblomoff s'emploie ici à dénoncer les avatars, non seulement du scientisme, mais bien de la Science elle-même. À l'heure où les technologies convergentes nous submergent, et où l'on tente de nous faire croire que le capitalisme peut être écologique, rendre ces textes accessibles à un plus large public et sous une forme – celle du livre – propice à la réflexion, nous semblait salutaire.

Les éditeurs

Ce livre remanie et actualise les textes précédemment parus dans une brochure intitulée *La Disparition des lucioles* (printemps 2008). Celle-ci étant désormais épuisée, il nous a semblé opportun de la rendre plus largement disponible. Les textes déjà publiés sont reproduits à l'identique, sauf le texte «Éclaircissements», qui a subi quelques modifications de forme. Nous y avons en outre ajouté un texte récent («Le Salaire de la peur»), et la liste des interventions du groupe a été actualisée.

Groupe Oblomoff

« Les “vérités” de la conception scientifique moderne du monde, bien que démontrables en formules mathématiques et susceptibles de preuves technologiques, ne se prêtent plus à une expression normale dans le langage et la pensée. Lorsque ces “vérités” peuvent s’exprimer en concepts cohérents, on obtient des énoncés “moins absurdes peut-être que cercle triangulaire, mais beaucoup plus que lion ailé” (Erwin Schrödinger). Nous ne savons pas encore si cette situation est définitive. Mais il se pourrait, créatures terrestres qui avons commencé d’agir en habitants de l’Univers, que nous ne soyons plus jamais capables de comprendre, c’est-à-dire de penser et d’exprimer, les choses que nous sommes cependant capables de faire. En cas, tout se passerait comme si notre cerveau, qui constitue la condition matérielle, physique, de nos pensées, ne pouvait plus suivre ce que nous faisons, de sorte que désormais nous aurions vraiment besoin de machines pour penser et parler à notre place. S’il s’avérait que le savoir (au sens moderne de savoir-faire) et la pensée se sont séparés pour de bon, nous serions bien alors les jouets et les esclaves non pas tant de nos machines que de nos connaissances pratiques, créatures écervelées à la merci de tous les engins techniquement possibles, si meurtriers soient-ils. [...] S’il est bon, peut-être, de se méfier du jugement politique des savants en tant que savants, ce n’est pas principalement en raison de leur manque de “caractère” (pour n’avoir pas refusé de fabriquer les armes atomiques), ni de leur naïveté (pour n’avoir pas compris qu’une fois ces armes inventées ils seraient les derniers consultés sur leur emploi), c’est en raison précisément de ce fait qu’ils se meuvent dans un monde où le langage a perdu son pouvoir. »

Hannah Arendt, *La Condition de l’homme moderne*,
prologue, 1958

**LE FUTUR TRIOMPHE,
MAIS NOUS N'AVONS
PAS D'AVENIR**

**PLATE-FORME CRITIQUE DE
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Automne 2006

LE MODÈLE DE LA SCIENCE conserve aujourd'hui une grande force, image d'universalité et de puissance dans un contexte de dérèglement climatique et de délabrement social globalisé. Au milieu de tous ces progrès dans l'absurdité de la vie, de la brutalité croissante des sociétés, la recherche est bien le seul domaine qui donne l'image rassurante d'une continuité avec les époques antérieures. Un domaine qui semble à peu près à l'abri de la mesquinerie des rapports marchands. Un domaine où, quand tout s'écroule par ailleurs, ça continue d'avancer. Illusion funeste. Certes, un corpus de connaissances rigoureusement établi sera toujours indispensable, tout comme l'élaboration de techniques au service des communautés humaines. Mais tout cela est très marginal au sein de ce que l'on appelle aujourd'hui la recherche, et sert le plus souvent à justifier le reste. La bonne conscience naïve rejoint le pire cynisme dans ses effets, laissant le champ libre à toutes les aberrations imaginables. On ne se sauve pas en servant de soutien idéologique aux pires atrocités. En cette période troublée où, tant dans la bouche des chercheurs que dans l'imagerie collective, la technoscience s'affiche comme seule apte à définir notre avenir commun, nous, étudiant-e-s, chercheur-euse-s, chômeur-euse-s, ancien-ne-s croyant-e-s en la capacité de l'Université à nous sauver de tâches idiotes ou irresponsables, avons décidé de nous organiser en vue d'un bouleversement radical que nous avons choisi de ne pas attendre.

Nous dénonçons la collaboration active des chercheurs avec les pouvoirs militaires et industriels qui les financent, définissent leurs objectifs et utilisent les connaissances et les techniques issues des laboratoires. Cette collaboration remonte aux origines de la science moderne: les progrès des sciences ont toujours entretenu d'étroites relations avec ceux des techniques de guerre. Mais elle a

connu un saut quantitatif et qualitatif décisif avec la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la plupart des recherches scientifiques servent avant toute chose à accroître la puissance militaire et économique, et non à faire avancer les connaissances. La volonté de savoir est l'alibi qui sert à faire accepter la course à l'armement et la compétition économique internationale. À l'heure où ce goût pour la puissance vient clore tout questionnement sur le monde, nous tenons à dénoncer les mythes qui viennent légitimer ou occulter cette collaboration :

• **Le mythe du Progrès** est de moins en moins crédible à mesure que se multiplient, surtout pour les plus pauvres, les conséquences catastrophiques du développement économique. Les recherches les plus nauséabondes et intéressées ont toujours prétexté qu'elles allaient guérir et nourrir le plus grand nombre, améliorer les conditions de vie. Mais à la place de ces avancées, on constate que la modernisation a causé un tel désastre écologique que les choses les plus élémentaires sont maintenant devenues du luxe : eau et air purs, alimentation saine, végétation. De plus, l'idée d'un progrès continu des conditions d'existence grâce au perfectionnement technique dissimule la soumission des individus à des phénomènes qui s'imposent à eux, les rendant quotidiennement dépendants des nouvelles technologies et des satisfactions compensatoires qu'elles pourvoient.

Dans le cas de la science, la vision progressiste de l'histoire se berce encore de l'idée que toute avancée des connaissances est intrinsèquement bonne, même quand dans l'immédiat elle est associée au pire. Il est pourtant urgent de comprendre que les dégâts induits par la frénésie scientifique sont souvent irréversibles. Principale responsable de leur multiplication, la technoscience ne

pourra rien (ou si peu) face aux radiations, aux cyclones ou aux cancers, qui sont et resteront des catastrophes. Prétendre les résoudre par des solutions techniques revient à s'enfermer dans une fuite en avant absurde. Quant à l'idée d'une éventuelle réappropriation de cet ensemble technologique à des fins émancipatrices, elle paraît dans bien des cas aussi aberrante que celle de vouloir faire d'une aire d'autoroute un lieu de convivialité.

• **Le mythe de la « recherche publique »** dessine l'image d'une recherche qui obéirait à des critères fondamentalement différents de ceux de la recherche privée. Or les deux sont depuis longtemps inextricables, tant au niveau de l'organisation et du financement des programmes que du type de questionnement en vigueur. Dans l'ensemble, elles participent du même projet d'artificialisation de la vie et de mécanisation des relations humaines. Nous voyons ceci explicitement confirmé, depuis quelques années, dans la recherche publique, où se trouvent mises en avant les valeurs et les pratiques des secteurs les plus « dynamiques » de l'économie marchande (*start-ups*, PME de pointe, etc.).

• **Le mythe de la « science pure »** est né précisément au moment où l'imbrication de l'industrie et de la science était définitivement scellée. Depuis ses débuts, la science moderne consiste essentiellement à produire des faits à partir de machines : c'est une technoscience. Le mouvement même des techniques et des savoirs rend aujourd'hui insensée la croyance en une science qui serait pure connaissance, à côté d'une science dite « appliquée ». Dans les sciences dures, les faits sont informulables en dehors de tout l'appareillage technologique qui les soutient, préside aux expérimentations et structure le rapport

des chercheurs au réel. Dans les sciences prétendument humaines, les rares chercheurs refusant de gérer et d'instrumentaliser les populations ne pèsent rien face aux techniciens du social et finissent le plus souvent par travailler pour eux.

Il faut donc rompre avec le projet des sciences modernes, tel qu'il s'est cristallisé au XVII^e siècle (et qui reste aujourd'hui une référence indépassable, malgré les précautions parfois prises). Il consistait à établir une connaissance totale et objective des phénomènes grâce aux mathématiques et à en acquérir la maîtrise technique immédiatement associée, pour le plus grand bonheur de l'humanité. Les progrès de la science ont d'eux-mêmes confirmé l'inanité de cette *religion de substitution* : la science, aussi avancée soit-elle, n'atteindra jamais l'objectivité absolue et ne fournira pas de réponse aux interrogations fondamentales de l'être humain. Quant au versant pratique, le XX^e siècle a consacré l'échec du *point de vue de l'ingénieur* : loin de servir le bonheur et la liberté, le formidable accroissement de puissance permis par la recherche a surtout contribué à dissoudre les sociétés humaines à coup d'assujettissements et de dépendances, et à mettre en péril les conditions minimales de notre survie. Débarrassée de tous les freins sociaux et politiques, la gestion quantitative du monde se révèle catastrophique. Elle ne continue à donner l'illusion de sa maîtrise qu'en étendant toujours plus loin son champ d'expérimentation, ses initiatives réductionnistes et ses équations hors de propos. Dans leurs désirs d'omnipotence et de manipulation, les gestionnaires continuent de faire « comme si » cette maîtrise était réelle, persistant, par des pratiques frauduleuses et des expérimentations dangereuses, à faire entrer de force dans leurs modèles

mécanistes tout ce qu'ils ont renoncé à comprendre. Jusqu'à en arriver à produire une *vie en bulle*, dans laquelle personne ne dispose plus des points de repère permettant de réfléchir et de juger.

À rebours de tous les projets politiques, de gauche ou de droite, qui souscrivent encore à ce projet de maîtrise totale du vivant et ne proposent que de s'y engouffrer un peu plus, nous pensons que le point de départ de toute réflexion politique devrait résider dans ce double constat :

- L'effondrement de plus en plus rapide des conditions biologiques de notre survie (et corrélativement, la mainmise de la technoscience sur la survie et la reproduction de tous) ;
- L'impuissance grandissante des êtres humains sur le cours de leur existence, vidant de leur substance les concepts de raison et de liberté.

Partir de ce double constat, c'est saisir les difficultés dans lesquelles nous nous trouvons pour lutter. D'une part, la précarité des conditions de vie, toile de fond de tous les discours et projets politiques, sert de plus en plus à justifier la passivité et à détruire les initiatives qui vont dans le sens de l'autonomie. D'autre part, la réduction de tous au statut de rouage dans les structures de production et d'échange nous a largement désappris ne serait-ce que l'usage de la parole pour réfléchir ensemble. Nous croyons pourtant que la raison critique et la sensibilité, aussi atrophiées soient-elles aujourd'hui, nous rendent malgré tout irréductibles à du bétail, des marchandises ou des machines. C'est en nous appuyant, entre autres, sur ces facultés, que nous pourrions maintenir une indépendance critique, et cultiver des réflexions et des savoir-faire qui ne donnent pas prise aux États, aux indus-

tries et à leurs marchandises. S'en prendre à la recherche signifie se placer à côté de tous ceux et toutes celles qui essaient de se réapproprier leur vie.

Pour mener une telle offensive, tant de choses sont à faire :

- Prendre conscience qu'il y a déjà des lignes de fracture au sein de la recherche, que le malaise lié à la vie dans les laboratoires, aux conceptions qui y sont cultivées et au sentiment de participer à l'écrasement des gens est bien réel et qu'il n'est pas seulement un problème de caractère, de psychologie individuelle ;
- Approfondir l'analyse dans chacun des domaines que nous connaissons, recenser, actualiser et mettre en commun les critiques de la science moderne, pour rompre avec la spécialisation et l'isolement qui ont cours dans les laboratoires ;
- Comprendre comment des mouvements de contestation forts dans les années 1970, comme par exemple les luttes contre la recherche militaire ou le nucléaire, se retrouvent aujourd'hui complètement anéantis, noyés sous le déferlement technologique ;
- Diffuser cette critique de la recherche et du monde industrialisé partout où il est encore possible de faire entendre une voix discordante et mettre fin, là où l'on peut, à l'insupportable impunité de l'obscurantisme scientifique ;
- Dénoncer sans ambiguïté toutes les procédures pseudo-démocratiques (forums hybrides, conférences de citoyens, sondages sur internet, etc.) qui consistent à faire valider par le plus grand nombre des décisions déjà prises et qui, par là, intègrent, neutralisent et discréditent la critique ;
- Être partout, en somme, où se déploie la dictature ordinaire de la vérité des experts, afin de rappeler les

vérités dont il s'agit, quelles usurpations et quel type de monde ils défendent.

Nous appelons à établir les liens encore possibles entre toutes les personnes qui, issues ou non du milieu scientifique, parfois s'ignorent et entendent résister en acte à l'avancée de la technoscience. La question n'est pas de rapprocher la science du citoyen, mais de casser la logique de l'expertise, de dénoncer le mensonge de la neutralité de la recherche et d'empêcher la science contemporaine de contribuer, au jour le jour, à détruire la politique, la remplaçant par une affaire technique. Si nous aimons la curiosité et le souci de compréhension, nous pensons qu'ils seraient bien mieux employés à l'encontre de ce qui *nous* arrive.

Groupe Oblomoff

ÉCLAIRCISSEMENTS

Printemps 2008

« Il y avait autrefois en Russie un personnage typique : Oblomov. Il restait tout le temps couché sur son lit à faire des plans. Depuis, beaucoup de temps a passé. La Russie a fait trois révolutions, et malgré cela, les Oblomov sont restés, car Oblomov était un paysan, mais pas seulement un paysan, mais aussi un intellectuel, et pas seulement un intellectuel mais aussi un ouvrier et un communiste. Il suffit de nous regarder siéger, de nous regarder travailler dans les commissions, pour dire que le vieil Oblomov est encore là, et qu'il faut le laver, le nettoyer, le secouer et le battre longtemps pour qu'il en sorte quelque chose. »

Lénine, tome 33 des *Œuvres complètes*, Éditions sociales, 1963, pp. 226-227, « La situation internationale et intérieure de la République des Soviets », discours prononcé à la séance de la Fraction Communiste du Congrès des métallurgistes de Russie, 6 mars 1922.

« Que de détours pour dire une chose au fond si simple : il faut que le travail paye. Mais c'est une vieille habitude nationale : la France est un pays qui pense. Il n'y a guère une idéologie dont nous n'avons fait la théorie. Nous possédons dans nos bibliothèques de quoi discuter pour les siècles à venir. C'est pourquoi j'aimerais vous dire : assez pensé maintenant. Retrouvons nos manches. »

Christine Lagarde, ministre de l'Économie et des Finances, discours à l'Assemblée nationale, 10 juillet 2007.

REMARQUES PRÉALABLES

Pourquoi prendre le nom d'Oblomoff?

En 2004, certains avaient dénoncé les revendications du mouvement Sauvons la recherche (par exemple : « Des euros pour les neutrons ! »), en prônant un « Droit à la paresse pour les chercheurs » beaucoup plus approprié : « Ce que nous attendons aujourd'hui des chercheurs, c'est qu'ils se mettent pour une durée indéterminée en congé maladie, qu'ils restent couchés chez eux, qu'ils s'efforcent, allongés dans leur lit, de lire un peu de poésie. »¹ Oblomoff renvoie au personnage d'Oblomov, dans le roman éponyme du russe Gontcharov (1812-1891). Celui-ci passe le plus clair de son temps au lit. Le choisir pour étendard, c'était une manière d'inviter les chercheurs à en prendre de la graine, ne serait-ce que pour ralentir le déferlement technologique et nous laisser un peu de répit. Mais c'est aussi rappeler que l'activisme scientifique, cette frénésie obsessionnelle de crédits, de programmes et de grands chantiers qui correspond si bien à notre époque obsédée par le travail et la production, n'est pas la seule manière d'être au monde. Son hégémonie actuelle, qui s'est construite sur la délégitimation des autres types de démarches et la destruction de leurs conditions de possibilité, est un aspect essentiel de l'enfermement contemporain.

L'un des plus grands biologistes du XX^e siècle, Erwin Chargaff, disait, à la fin de son autobiographie, se reconnaître pleinement dans le personnage d'Oblomov :

« Les Russes ont un mot formidable pour mon état, *oblomovtchina*. Il vient du nom d'Oblomov, la plus grande incarnation de l'indolence métaphysique dans le beau roman de Gontcharov. [L'indolence est] un péché quand elle empêche de reconnaître qu'il y a des énigmes ; mais

elle apporte le salut quand elle nous fait hésiter à déclarer ces énigmes résolues alors que ce n'est pas le cas, car il n'y a probablement pas de solution aux grandes énigmes. L'indolence est une vertu quand elle nous empêche de touiller dans la marmite juste pour touiller. Les "améliorateurs" ont détérioré tant de choses que c'est une vertu de se tenir à l'écart de ce "mieux". »²

Notons que Chargaff, qui, après-guerre, a participé activement aux recherches sur la structure de l'ADN et sur le mécanisme de l'hérédité, fut aussi l'un des plus fervents opposants aux développements récents de la biologie moléculaire. Dans son livre de 1979, il annonçait que la biologie allait « devoir décider si elle veut retrouver des dimensions réduites, des mesures humaines dans la recherche et les moyens financiers, ou bien si elle va continuer à s'accroître en une énorme technique, toujours plus lourde et coûteuse, toujours plus étrangère au peuple qui doit la financer, et vivant toujours plus de gigantesques promesses forcément impossibles à tenir ». ³ Il appelait donc l'ensemble de la communauté scientifique à prendre conscience de l'ampleur et de la gravité des problèmes que la recherche avait déjà contribué à créer, et à retrouver davantage de mesure, de modestie, de raison. Il avait toutefois conscience de la difficulté de la tâche, tant les certitudes scientifiques et les facultés d'auto-aveuglement sont ancrées chez les chercheurs, comme dans l'ensemble de la population :

« Notre forme de science est devenue une maladie de l'esprit occidental. On nous a appris qu'en creusant toujours plus profondément, nous atteindrions le centre de notre monde. Mais nous ne trouvons que de la roche et du feu. Alors nous prenons la pierre pour le cœur et le feu pour l'espoir. »⁴

Ceci étant dit, la référence à Oblomov reste une bou-tade : nous ne nous reconnaissons ni dans sa posture

aristocratique, ni dans le retrait du monde esthétisant qui l'accompagne.

Sur la médecine

Certains ont déduit de notre plate-forme que nous rejetions intégralement les apports de la science moderne. Et parmi ces apports, la médecine est presque toujours citée.

Sur ce sujet, nous ne prétendons pas avoir de solution. Mais il nous semble indispensable d'abandonner un certain nombre de clichés, en premier lieu l'idée que les sociétés pré- ou non capitalistes auraient été peuplées d'hommes et de femmes perpétuellement malades, souffrant atrocement de toutes sortes de maux (dont nous serions heureusement délivrés par la médecine moderne), se traînant lamentablement avec leurs dents pourries jusqu'à trente-cinq ans, âge limite où leur constitution physique, prématurément vieillie, finissait par les lâcher définitivement... Cette vision télévisuelle du passé, en contradiction totale avec les témoignages des ethnographes, mais aussi avec les données historiques et archéologiques, continue de hanter toutes les considérations sur la recherche : « De toute façon, c'est ça, ou le retour aux cavernes, la maladie, les famines, l'enfer. »

Il convient donc de rappeler que d'autres civilisations, d'autres cultures, en d'autres lieux et d'autres époques, ont su construire et porter leurs propres conceptions de l'être humain et de son inscription dans le monde. Avec parfois des réalisations impressionnantes, même pour nos critères modernes (et même si les conditions d'une vie bonne étaient rarement données à l'ensemble de la population). Au point que, avides des nouvelles molécules qui leur permettraient de prolonger un peu leur domination financière, de grandes firmes s'ingénient depuis quelque temps à piller le savoir pharmacologique des

derniers Indiens du bassin amazonien, par l'envoi de bataillons scientifiques mercenaires. Nous sommes sans doute la seule civilisation à avoir distingué radicalement la santé physique des dimensions spirituelles de la vie humaine, rejetant la première du côté de la matière inerte, et les secondes dans le moralisme creux. Il est vrai que l'application d'un modèle de compréhension mécaniste aux organismes vivants a paru résoudre de façon spectaculaire certains problèmes sanitaires ; il était aidé en cela par le formidable perfectionnement des outils disponibles pour traiter ses dysfonctionnements. Signalons toutefois qu'un certain nombre de ces problèmes sanitaires étaient liés aux conditions de vie dans les sociétés industrielles : l'urbanisation accélérée, l'organisation de flux massifs d'êtres humains et de marchandises à travers le monde, qui sont des phénomènes inédits à cette échelle dans l'histoire de l'humanité.

En outre, il faut rappeler que ces succès ne concernent à l'heure actuelle qu'une minorité de la population. Il n'est pas besoin de s'étendre sur les ravages causés par les épidémies dans les régions complètement désorganisées par l'économie mondiale et les conflits politiques. Elles sont souvent dépourvues d'infrastructures médicales modernes alors même que leurs cultures médicales traditionnelles (quand elles n'ont pas disparu) sont frappées d'impuissance devant les fléaux de notre époque.

Enfin, même dans les pays occidentaux, des études de plus en plus nombreuses tendent à montrer le caractère fragile et temporaire de ces « victoires ». La progression exponentielle des polluants, dont les effets multiples sont devenus impossibles à évaluer scientifiquement⁵, est sans doute la cause principale de l'explosion du nombre de cancers qui nous touche depuis un quart de siècle⁶. Tout aussi préoccupant, le bilan de la guerre que notre

société a déclarée, il y a soixante ans, aux bactéries : dans l'espoir d'en annihiler les plus nuisibles, nous avons déversé sur elles des dizaines de milliers de tonnes d'antibiotiques. Or leur capacité d'adaptation et de résistance (par sélection, mais aussi par transfert de gènes) témoigne des multiples voies par lesquelles le vivant, constamment sous-estimé par la médecine moderne, rappelle sa réactivité et son autonomie. De sorte que le bilan de cette guerre est de moins en moins flatteur⁷. Globalement, même si l'on se contente d'une définition extrêmement réductrice de la santé, en terme d'espérance de vie⁸, il se pourrait bien que les générations nées avant-guerre, celles qui ont grandi dans des conditions sanitaires encore relativement épargnées par la pollution et l'industrialisation de l'alimentation tout en jouissant des effets immédiats de la médecine moderne, représentent un pic historique de longévité. C'est par exemple ce que suggère l'étude de Claude Aubert, intitulée : *Espérance de vie, la fin des illusions*⁹.

Ce constat des limites de la médecine moderne, pour nécessaire qu'il soit, ne prétend pas déboucher sur des solutions pratiques. Il serait probablement absurde d'abandonner la plupart des techniques modernes, sous prétexte qu'elles nous aideront de moins en moins. Et peut-être est-il encore plus absurde de prétendre renouer, abstraitement, avec d'anciennes traditions, dont l'efficacité dépendait de configurations à la fois physiques, psychiques et sociales extrêmement précises et délicates, que notre civilisation n'a eu de cesse de détruire. Mais au moins peut-on abandonner l'arrogance typiquement moderne en la matière ; cesser de considérer que notre civilisation a, la première et la seule, résolu le problème de la santé, ce qui rendrait inacceptable toute critique des sciences et des techniques modernes.

Sur le « droit à l'activité intellectuelle »

Plus généralement, certaines personnes nous ont soupçonnés de rejeter entièrement la démarche propre à la science, voire même de condamner toute espèce de connaissance rationnelle. Et beaucoup ont cru bon de se poser devant nous en défenseurs acharnés du « droit de tout un chacun de s'amuser avec son cerveau, de penser, de faire de la recherche », etc. « La curiosité intellectuelle humaine ne connaît probablement pas de limites... Faut-il arrêter toute recherche sous prétexte d'éviter l'usage dangereux des connaissances acquises ? », se demandent gravement certains de nos contradicteurs.

Il nous faut donc préciser que nous défendons évidemment aussi ces libertés. Le problème est précisément que bon nombre de chercheurs ne voient pas que l'institution spécialisée qu'ils défendent est bien loin de permettre la mise en œuvre de ces principes. La recherche actuelle produit des savoirs séparés, au sens où l'existence de chercheurs spécialisés dispense et empêche le plus grand nombre de comprendre ce qu'ils font tous les jours, sur leurs outils de travail aussi bien qu'avec les objets de consommation. Sous couvert d'objectivité et de désintéressement, elle épouse donc et elle nourrit une logique de séparation des sphères de l'existence, de différenciation sociale et de dépossession. Exemple archétypal : l'histoire de l'agronomie, surtout après la Seconde Guerre mondiale, est essentiellement celle de la confiscation des techniques agricoles par des spécialistes, qui élaborent et imposent un modèle productiviste incompatible avec l'autonomie des paysans (et d'ailleurs avec l'existence même d'une paysannerie). En fait c'est pour nous toute l'organisation de la recherche, depuis la sélection jusqu'au pilotage, qui induit l'exclusion du plus grand nombre de l'investigation intellectuelle libre. Pour construire leurs

appareils, entretenir leurs laboratoires, pour nourrir les chercheurs, etc., combien travaillent à plein temps sans avoir le loisir de se consacrer à quelque chose qui les intéresserait vraiment ? Et pour une minorité qui a acquis le « privilège » d'être payée à réfléchir, combien se sont vu signifier leur incapacité et leur infériorité par l'institution ?¹⁰ La « communauté des chercheurs », souvent assez méprisante envers celles et ceux, indispensables à son travail, qu'elle considère comme ses subalternes (laborantins, secrétaires, précaires de la restauration, agents d'entretien, doctorants, étudiants), préfère en général oublier ce processus social qui l'a constituée en minorité bien lotie et qui a découragé la majorité de toutes recherches et activités autonomes.

Pourquoi s'attaquer à la recherche en particulier ?

Pour mener une lutte contre l'organisation présente de cette société, il nous semble opportun de nous intéresser au premier chef à ce que nous connaissons de près. Nous sommes bien placés pour critiquer ce milieu et son fonctionnement, opaques à ceux qui en sont à l'extérieur, dans la mesure où certains d'entre nous travaillent à l'Université, en « sciences humaines » ou en « sciences dures », et où d'autres viennent d'en sortir. Cela ne veut pas dire que notre engagement ne se fait qu'à l'Université, et uniquement sur la recherche.

Certains chercheurs nous ont reproché de leur imputer une responsabilité qui incombe en réalité aux « véritables décideurs » : militaires, patrons des multinationales, personnel politique lâche et corrompu, consommateurs qui se ruent sur la quincaillerie industrielle ; bref, tout le monde sauf eux ! Il y a dans ce reproche beaucoup d'hypocrisie, car ce sont souvent les mêmes qui d'un côté affirment que « la science n'est pas responsable du mauvais

usage que les hommes en font », et de l'autre n'hésitent pas à prétendre que « c'est à la science que nous devons les bienfaits du monde moderne »... Pas mal d'indécence aussi lorsque, du haut d'un statut protégé et relativement bien payé par rapport à la majorité de la population, certains nous invitent sans rire à nous attaquer plutôt aux ouvriers des usines d'armement ou de l'industrie chimique qui persistent à défendre leur emploi (nuisible). Il est vrai que les problèmes que nous soulevons sont autant imputables à une certaine organisation de l'existence – qui prescrit une stricte division des rôles, favorise les hiérarchies et récompense la soumission – qu'aux personnes elles-mêmes. Mais à une époque toujours plus confuse et obsédée par le consensus et les pétitions de principe citoyennes, il est parfois bon aussi de mettre les individus et les groupes face à leurs responsabilités. Malgré tout, la question se pose : n'est-il pas excessif de placer la recherche scientifique au principe d'une grande partie des maux qui touchent nos sociétés ? Quelques précisions s'imposent.

- Critiquer la recherche en particulier, c'est d'abord affirmer qu'elle participe de façon centrale à cette société et à son évolution. C'est donc réintégrer symboliquement tout un ensemble d'activités au sein du corps social, quand certaines représentations en font un « en dehors », voire un « au-dessus » du monde, où les mécanismes et les normes du reste de la société seraient suspendus par magie, tout comme les problèmes et les urgences auxquels sont confrontés les gens ordinaires. Beaucoup de chercheurs s'engagent dans cette voie avant tout pour échapper au salariat d'entreprise, aux relations humaines indignes et aux tâches répugnantes qui nous sont le plus souvent imposées. Pour avoir au moins un emploi stable,

à l'abri de la dictature de la rentabilité, dans l'idée de ne rien faire de nuisible. Certains d'entre nous sont d'ailleurs dans ce cas. C'est pourquoi nous comprenons l'invitation qui nous a parfois été faite, en réponse à notre critique de la recherche, de réfléchir «à ce que [nous voulons] que ces individus fassent à la place, et à qui cela profitera dans une société capitaliste». Même si c'était là une façon de signifier que l'on n'a le droit de soulever les problèmes que si l'on fournit aussi leurs solutions.

Il doit être clair que le projet (disons l'espoir) d'un arrêt des recherches les plus nuisibles, et d'une remise à plat radicale de l'ensemble de l'entreprise scientifique, est pour nous indissociable d'une mise en cause globale et frontale de l'accumulation capitaliste, avec les rapports sociaux et l'enfermement technologique qu'elle exige. Le fait d'accorder une importance cruciale à cette question ne signifie aucunement que nous n'accordons pas d'importance à tous les phénomènes de domination et d'oppression à l'œuvre à notre époque, qu'ils soient très anciens ou plutôt neufs. Nous voulons simplement dire que la recherche, dans sa forme actuelle, est inséparable de notre organisation sociale, absurde et inégalitaire. Et que ses institutions, même si elles offrent encore quelques planques, n'ont pour l'essentiel rien d'un refuge. Non seulement l'argent que ses activités exigent repose sur l'exploitation toujours accrue des humains et du milieu naturel (et donc sur la dégradation des conditions de l'emploi et des conditions générales de la vie), mais les recherches les plus exigeantes en termes de financement sont le plus souvent aussi celles qui contribuent lourdement à rendre cette exploitation et cette dégradation encore plus effrénées.

En bons salariés modernes, la plupart des chercheurs ne veulent pas penser leur condition et rejettent toute

critique de leur activité, toute analyse de son rôle social. La force de ce refus tient probablement à la crainte de ce qu'il y a là à découvrir. Mais c'est un verrou psychologique qu'il faut faire sauter si l'on veut rouvrir des perspectives politiques moins sombres.

- Critiquer la recherche en particulier, c'est tenter de comprendre avec précision le rôle social de cette activité. On peut résumer grossièrement ce rôle en disant que la recherche scientifique tend à fournir à notre société les moyens techniques de ses funestes ambitions. Nous trouvons que c'est un rôle considérable. Nous la critiquons donc parce qu'elle est aujourd'hui au cœur de la poursuite du développement économique, et des catastrophes qui lui sont inhérentes : dévalorisation du travail humain par la simplification et l'automatisation d'un nombre croissant de tâches, colonisation et défiguration de la vie quotidienne par les marchandises de haute technologie, perfectionnement des techniques militaires et policières de gestion des populations, épuisement de notre milieu de vie et extinction des espèces. Tous les économistes le disent, quel que soit leur bord politique : chaque pays a besoin de toujours plus d'innovations, dans tous les domaines et à un rythme toujours plus rapide, s'il ne veut pas être distancé dans la course internationale. Courtisé de tous côtés à la moindre échéance électorale, de l'extrême droite à l'extrême gauche, le monde de la recherche est bien un des garants de tout le reste. Critiquer ce rôle économique et social, c'est critiquer un maillon essentiel de la dépossession des êtres humains.

- Prendre la recherche pour cible, c'est enfin dénoncer sa fonction proprement idéologique : la confiance encore largement accordée (malgré quelques flambées de méfiance)

à la vision scientifique du monde et aux dispositifs de gestion prétendument rationnelle, constituée à nos yeux un obstacle décisif à une remise en cause de notre condition. Nous avons bien peu de motifs de fierté quant à l'époque où nous vivons, productrice de laideur, de résignation aux despotismes et aux inégalités les plus criantes. Au moins y a-t-il le progrès de la science et la maîtrise technique qu'il autorise, pourrait-on se dire. On accorde en général à notre organisation sociale le bénéfice de l'efficacité et de la rationalité, lui reprochant essentiellement son caractère injuste, inéquitable. On espère mettre en place des mécanismes qui permettraient à tout le monde de profiter des formidables possibilités ouvertes par le progrès techno-scientifique. Nous pensons au contraire qu'il y a un problème avec la vision scientifique et gestionnaire du monde.

La critique du capitalisme, y compris lorsqu'elle se prétend radicale, débouche rarement sur une telle remise en cause. Cette vision a pourtant contribué à inscrire dans l'ordre des choses une séparation croissante entre dirigeants et dirigés, rendant de plus en plus lointaines et improbables les perspectives d'appropriation collective et égalitaire des techniques et des espaces. En confiant, au fil du XX^e siècle, toujours plus de pans de la vie humaine aux procédures industrielles et bureaucratiques, afin de contrôler les effets du développement économique, les élites ont discrédité les savoirs et les cultures populaires et sapé leurs conditions d'exercice, condamnant les peuples à perdre toute confiance envers leurs propres capacités d'auto-organisation, et entraînant le monde entier dans une guerre insensée au vivant dont on ne connaît pas l'issue. C'est l'ensemble de ce projet, à la fois antidémocratique et suicidaire, que nous rejetons. Nous avons

besoin pour cela de rompre avec l'imaginaire scientifique, avec l'idée naïve et réconfortante « qu'ils trouveront bien une solution » à tous les problèmes, du moment qu'ils sont bien intentionnés et qu'on leur en donne les moyens. Rompre plus largement avec l'idée qu'il est encore possible de gérer rationnellement ce qu'est devenu le monde, quand tous les gestionnaires sont depuis longtemps dans l'urgence et le sauve-qui-peut permanents. Tenter de reprendre, là où nous le pouvons, l'expérience humaine dans ce qu'elle avait de plus riche.

« SCIENCE PURE » ET TECHNOSCIENCE

Plusieurs chercheurs réagissant à nos propos s'en prennent à notre utilisation du terme « technoscience », un terme « vague et abscons » qui amalgamerait deux réalités très différentes : la recherche d'un côté, indépendante des techniques et du social ; de l'autre, les applications terrestres de la science qui, elles, laissent prise à la corruption humaine. Tout le problème posé par la recherche viendrait donc de la perversité humaine, ou encore de certains mécanismes économiques qui conduiraient à dévoyer les applications de l'activité scientifique, elle-même exempte de compromission. Cette vision des choses est sans doute confortable car elle permet aux chercheurs de se dédouaner de toute responsabilité, mais elle est fautive. Nous ne reviendrons pas ici en détail sur les arguments techniques et historiques qui démontrent clairement l'inanité de la distinction entre science pure et science appliquée. Tout ceci a été suffisamment établi par de nombreux historiens des sciences¹¹. Que la notion de technoscience soit devenue un peu à la mode, et suscite des utilisations parfois abusives, comme s'il s'agissait d'une espèce de monstre multiforme responsable de tous nos maux, ne doit pas pour autant conduire à douter des réalités qu'elle désigne.

Une science au service des pouvoirs établis

La notion de technoscience décrit bien ce que devient la recherche lorsqu'elle est organisée pour servir les impératifs de puissance économique et militaire – ce qu'elle est très explicitement depuis plus d'un demi-siècle, avec la mise en place de la *Big Science* pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Il devient alors de plus en plus

difficile, voire inenvisageable, de faire de la science en dehors d'une infrastructure technique considérable, et donc en dehors des rapports sociaux et des intérêts qui président à la gestion et au développement de ces infrastructures. Ainsi au Centre européen de recherche nucléaire situé à Genève, une expérience de physique des particules doit être programmée plusieurs semaines à l'avance, autorisée par des experts qui décident de l'opportunité de mettre en branle les immenses machineries (de taille parfois supérieure à des immeubles), puis réalisée par des dizaines d'opératrices et opérateurs, dont la tâche consiste parfois simplement à traduire les données afin qu'elles deviennent lisibles aux scientifiques de niveau supérieur. Jusqu'à ce qu'en bout de chaîne, les théoriciens les plus « abstraits » puissent tirer des conclusions à partir du résultat obtenu¹².

Pendant, on aurait tort de sous-estimer l'ancienneté de cette collusion entre le milieu scientifique et les pouvoirs en place. Les ingénieurs et métallurgistes de la Renaissance peuvent être en partie considérés comme les précurseurs de la posture scientifique moderne : la production de pièces métalliques, à commencer par le calibrage des boulets et des canons, rend nécessaire la mesure systématique. Alors que les gens de savoir étaient peu prisés par les princes du Moyen-Âge, les puissants s'arrachent, dès le début de la Renaissance, les compétences de ces savants (Francesco di Giorgio ou Léonard de Vinci sont parmi les plus célèbres) dont l'activité principale consiste à mettre en œuvre des machineries et processus guerriers (l'« engin », qui donne ensuite « ingénieur », est l'autre nom alors donné aux machines de guerre). La maîtrise technique et scientifique du monde intéresse aussi bien la politique que le commerce, qui sont à l'origine par exemple de l'essor cartographique,

astronomique, mathématique, etc. Princes et marchands, intéressés par tout procédé permettant un quadrillage, une mise en ordre accrue du territoire et du réel, patronnent et commanditent les développements de cette science qui se nomme encore « philosophie naturelle ».

Ce n'est qu'au XIX^e siècle qu'apparaît massivement le terme de science au singulier, pour désigner une totalité régulière et homogène, totalité pourtant très hétéroclite puisqu'elle comprend aussi bien la botanique que l'astronomie, la chimie ou la zoologie. Le regroupement d'un ensemble aussi multiforme de pratiques, méthodes et discours sous le terme de science distingue radicalement celle-ci de la technique et de la politique (ce qui n'aurait guère eu de sens pour un Galilée dédiant les satellites de Jupiter au grand-duc de Toscane en les baptisant astres « médicéens »). Cette unification date précisément de la seconde révolution industrielle, quand pour la première fois les processus industriels – donc économiques – ont atteint une telle complexité qu'ils nécessitent le concours des laboratoires pour se développer. Car si la première révolution industrielle, celle du charbon et de la vapeur, s'était opérée avant que les lois de la thermodynamique ne soient formalisées par Clausius, Kelvin et Clapeyron¹³, la révolution de la chimie et de l'électricité, en revanche, est autant une conséquence qu'une cause de l'essor universitaire et politique de la science du XIX^e siècle. C'est donc au moment où les pouvoirs économiques – financiers, industriels – et politiques – grands corps de l'appareil d'État en plein essor – ont le plus besoin des savoirs scientifiques que l'idée de science, singulière, pure et désintéressée, émerge dans la conscience collective.

Nous ne contestons pas que, par le passé, des individus, des équipes, voire des pans d'institutions de recherche aient pu s'écarter de cette ligne directrice, et ainsi déve-

lopper une compréhension du monde en partie soustraite, voire contraire aux impératifs économiques et militaires. Mais à notre époque, il devrait suffire d'ouvrir un journal ou de lire les programmes de recherche du CNRS pour prendre la mesure de l'hégémonie de la technoscience. Même à l'aune de l'idéal – pour le moins ambigu – de la science moderne (*infra*), l'essentiel de ce qui est produit aujourd'hui sous le nom de science est en réalité bien peu scientifique. On a surtout affaire à du bricolage plus ou moins ingénieux, mâtiné d'un discours pompeux censé en justifier le financement, mais qui a surtout vocation à soutenir l'innovation. Autrement dit, il s'agit d'une marchandise comme une autre, dont les logiques de production génèrent toutes les absurdités que l'on rencontre ailleurs : course à la publication, fraudes, et surtout absence de réflexion d'ensemble, de débat théorique. Avec pour résultat paradoxal que si les connaissances augmentent en permanence, la compréhension du monde qui nous entoure régresse à bien des égards. Pourtant, bon nombre de chercheurs gardent un silence pudique sur ces réalités, préférant discourir à partir d'une conception fantasmée de la recherche.

Cette prétention à l'indépendance relève de plus en plus du pur déni de réalité, car les décisions concernant les orientations de la recherche (du moins celles qui impliquent des investissements conséquents) ne font l'objet d'aucune délibération collective, et sont entièrement soumises aux intérêts militaires et financiers. Ils sont loin les temps et les conditions où, à l'ombre des grands programmes, pouvait se déployer une recherche un tant soit peu libre et désintéressée. Voilà pourquoi nous affirmions dans la plate-forme que « la plupart des recherches scientifiques servent avant toute chose à accroître la puissance militaire et économique, et non à

faire avancer les connaissances». Ceci ne veut pas dire que les connaissances n'avancent pas effectivement ; mais ce sont rarement des connaissances qui pourraient être utiles à autre chose qu'à l'industrie et l'État. C'est désormais la maîtrise instrumentale qui est visée dans tous les domaines. Le moteur du développement technoscientifique n'est pas un souci de compréhension qui se déploierait librement dans une multitude de directions, mais la maîtrise instrumentale à vocation industrielle et gestionnaire. C'est elle qui sert de critère ultime aux décisions en matière de pilotage et de financement – par exemple dans la course à l'infiniment petit qui, sur le plan de la compréhension, a tout d'une impasse métaphysique, mais qui est lourde de retombées industrielles : les fameuses nanotechnologies.

La science moderne, un projet de maîtrise totale

La notion de technoscience invite aussi à s'interroger sur la nature même de la connaissance scientifique, qui n'est sans doute pas pour rien dans son instrumentalisation actuelle. Car il y a une affinité originelle entre la science occidentale moderne et la technique. L'histoire humaine est riche de multiples traditions savantes (sur lesquelles l'Occident s'est en partie appuyé), qui ont tracé des voies de compréhension du monde sans souci de maîtrise technique. Dans la science moderne en revanche, le désir de compréhension – qui continue d'exister – n'est pas dissociable d'une visée de maîtrise instrumentale de l'univers. Ainsi, contrairement au savoir aristotélicien, par exemple, qui repose sur une observation des phénomènes tels qu'ils apparaissent aux sens, la science moderne telle qu'elle se déploie, fait dépendre la possibilité d'accéder au vrai de la modélisation des phénomènes, médiatisée par la technologie. Connaître, c'est faire

– ce dont témoigne de manière exemplaire la mise en évidence de l'existence des ondes « radio » par Heinrich Hertz¹⁴, au même titre que de nombreuses autres découvertes scientifiques. Il s'agit d'un type de connaissance qui ne peut être établi que par l'expérimentation, et donc par la construction et la multiplication des appareillages techniques, des laboratoires, puis par le débordement de ceux-ci sur le monde. La méthode scientifique expérimentale, qui a d'abord été développée par et pour l'étude des objets inanimés (mécanique, physique, puis chimie), avait vocation à être étendue à tous les phénomènes, et elle a servi de modèle à toutes les autres sciences – tout comme la conception mécaniste de la réalité, qui est par construction au cœur de cette méthode expérimentale.

Toutefois, critiquer globalement l'approche technoscientifique du monde ne conduit pas nécessairement à en renier tous les résultats. Il n'y aurait pas grand sens à faire table rase de toutes les connaissances élaborées dans ce cadre depuis Galilée. Ni à rejeter en bloc les valeurs dont les chercheurs se réclament, mais dont ils n'ont pas le monopole : le doute, l'esprit critique individuel, la confrontation publique des idées, la rigueur, ainsi qu'une certaine capacité à imaginer des liens entre différents phénomènes. D'ailleurs, pour certains champs bien délimités de questions, nous reconnaissons sans difficulté que le point de vue mécaniste reste le plus adapté. Mais la notion de technoscience permet de préciser la nature de cette volonté de savoir propre à la science moderne, qui n'est pas une forme de curiosité intellectuelle comme une autre, et qui constitue trop souvent l'horizon intellectuel indépassable des chercheurs. Le problème, pour nous, réside non pas tant dans l'existence de l'approche scientifique du monde, mais dans son caractère impérialiste et hégémonique, sa prétention à tout réduire au seul

mécanisme et au nombre, et, indissociablement, à tout vouloir façonner sur ce mode. Cette approche réduit en première (et trop souvent en dernière) approximation ce qu'elle étudie à des objets inertes et morts, lors même qu'il s'agit d'êtres vivants, c'est-à-dire de «sujets» actifs et sensibles¹⁵. Si certains scientifiques ont effectivement admis que le point de vue mécaniste ne permettait à lui seul d'appréhender qu'une infime partie du réel et de sa complexité, ils n'ont malheureusement pas su, pas pu ou pas voulu engager une réflexion critique dans l'ensemble de la « communauté scientifique» sur les limites de cette méthode.

C'est le plus souvent parce que leur objet d'étude ne s'y pliait pas que nombre de savants depuis deux siècles ont critiqué ou assoupli le paradigme mécaniste classique. Celui-ci a eu maintes fois l'occasion de se fissurer au fil de l'histoire mouvementée des sciences naturelles. Exemple classique, parmi bien d'autres : lorsque Faraday et Maxwell entreprennent au milieu du XIX^e siècle d'éclaircir les propriétés du champ électromagnétique, ils se rendent vite compte de l'impossibilité de penser leur objet selon les postulats de la décomposabilité de la matière en particules discontinues et de la nature inerte de l'espace. Pourtant, malgré la multiplication de ce genre de cas jusqu'à aujourd'hui, jamais la (les) communauté(s) scientifique(s) n'a (ont) rompu collectivement avec la conviction typiquement mécaniste que ce qui est complexe peut être réduit à la somme de ses parties simples. Ainsi, c'est toujours à reculons qu'avance la biologie : les résultats obtenus dans le cadre des théories mécanistes successives ont constamment démenti celles-ci, mais sans que cela suscite jamais de véritable refonte théorique ni de changement sérieux de la conception scientifique du vivant. Même quand on constate sa faillite, le

réductionnisme de la théorie génétique n'est pas remis en cause : on ne cherche qu'à l'amender à la marge... par l'usage immodéré de l'ordinateur pour simuler les phénomènes «aléatoires», c'est-à-dire incompréhensibles dans le cadre de référence. (Même chose en économie : la théorie néoclassique ne sort jamais affaiblie de l'épreuve des faits qui, régulièrement, confirment son absurdité intégrale ; tout ce qui la dément jusqu'à ses principes de base est utilisé pour la nourrir et la raffiner).

Au fond, le réductionnisme et le machinisme (aujourd'hui informatique) sont constamment promus parce que penser dans leur cadre est plus simple (au sens de plus pauvre) ; et parce que cela donne plus rapidement des résultats, donc des publications et des crédits de recherche. Ce qui est visé par cette fragmentation du réel, c'est la possibilité d'appliquer à tout objet tombant dans le domaine de la science un type de connaissance structurée par des lois causales, ou probabilistes ; et l'espoir de s'en assurer un contrôle par les mathématiques. Concrètement, une telle approche du vivant est à l'origine de la manière tout à fait mortifère dont l'agro-industrie traite les sols, les plantes et les animaux. Pour finir sur une note de gaieté, rappelons aux fêrus d'hommes-machines qu'en dépit de ses prétentions délirantes à affranchir l'humanité de la Nature, la science moderne n'a jamais encore été capable de fabriquer un être apparemment aussi simple qu'un ver de terre.

Peu de chercheurs semblent avoir compris à quel point cette tendance hégémonique (voire dogmatique) du mécanisme était indissociable de la science moderne. Celle-ci n'a jamais été purement contemplative, et s'est constituée sur le principe de l'expérimentation, sur l'extension constante du laboratoire à l'ensemble du monde. C'est avant toute chose la vitalité de la science, son acti-

visme et son efficacité quantitative, qui ont permis son triomphe sur toutes les autres formes de compréhension. Que ce soit en favorisant le progrès technique, et donc la puissance militaire et économique, ou par la multiplication tous azimuts des expériences partout où cela était possible, c'est toujours par le fait accompli que la mentalité scientifique a tranché ses divergences avec les autres conceptions du monde. Avec les résultats contradictoires que l'on sait, à la mesure de la violence infligée aux anciens équilibres.

Reconnaître cela, c'est aussi admettre qu'il est difficile qu'une limitation à cette expansion infinie provienne spontanément de l'institution scientifique. Au sein de sa propre logique, aucun argument légitime ne peut venir fonder sa limitation, puisqu'elle est pensée unilatéralement comme un dévoilement du monde qui ouvre la voie à sa mise en ordre, à son perfectionnement. Vue d'un laboratoire, la science a fondamentalement vocation à avancer, repoussant sans cesse les limites du génie humain. Tout le reste n'est que dommages collatéraux, à gérer professionnellement. Ceci explique aussi en partie la forte propension du milieu scientifique à se plier aux exigences successives des classes dominantes. Car à partir du moment où l'on ne voit rien à redire au projet scientifique de maîtrise en tant que tel, on voit mal en effet au nom de quoi s'opposer à l'intégration totale de la recherche dans l'industrie, du moment que l'on puisse continuer à séparer abstraitement le bon grain scientifique de l'ivraie capitaliste ou militaire. Les réformes actuelles du système de recherche auraient pour effet d'y réduire encore davantage l'autonomie de pensée et de parole, sans parler d'autonomie d'action. Face à cela, il y a sans doute lieu de défendre une science renouant avec certaines des vertus qui l'ont caractérisée dans le passé. Mais

l'invocation de ces vertus peut aussi être un piège, notamment lorsqu'elle interdit d'oser penser contre sa propre institution, sa propre position, et qu'elle dispense de définir dans quelle sorte de monde nous voulons vivre.

LA FONCTION IDÉOLOGIQUE DE LA NOTION DE « SCIENCE PURE »

Il nous paraît donc indispensable d'en finir avec l'idéal de la « science pure », idéal totalement étranger au projet des sciences modernes, et aujourd'hui moins pertinent que jamais si ce n'est pour désigner l'image inversée de ce que les chercheurs font concrètement tous les jours. À une époque où aucun d'entre eux ne croit plus sérieusement aux grands projets révolutionnaires de transformation sociale, c'est ce mythe qui sert de ciment identitaire à leur collectivité. Ainsi dans les sciences sociales, l'idéologie de l'objectivité s'est imposée définitivement au moment où la pensée critique et les préoccupations politiques étaient chassées des enseignements et des programmes d'investigation. Le mythe d'une science pure et indépendante est bien davantage, pour les chercheurs, qu'un simple déni de réalité : c'est autour du totem de la science objective que tout le monde se rassemble pour conjurer la moindre critique du rôle de la recherche dans l'état actuel du monde et pour se rassurer sur sa propre contribution.

Face à la remise en cause de leur activité quotidienne, les chercheurs invoquent fréquemment l'opposition séculaire entre les forces de la raison et celles de l'obscurantisme : les uns travailleraient pour la paix et l'amélioration des conditions de vie, les autres tenteraient régulièrement d'entraîner les hommes vers la régression superstitieuse, le rejet de l'autre et la guerre. On nous a ainsi largement fait comprendre que notre démarche relevait d'une forme d'obscurantisme, ou tout au moins risquait de favoriser son émergence ; qu'il était très dangereux, politiquement, de commencer à critiquer la

recherche, car c'était se ranger irrémédiablement du côté de la régression, toujours menaçante. Cette inquiétude n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans la continuité des constats effrayés et récurrents des spécialistes déplorant que les masses ne souscrivent décidément pas à leur vision mécaniste du monde, préférant même se réfugier dans la religion et les superstitions¹⁶.

Nous invitons ces chercheurs, ainsi que toute personne qui pourrait être tentée d'accorder le moindre crédit à ce genre de procès d'intention, à voir de quel côté s'est régulièrement rangée l'institution scientifique au cours de ces deux derniers siècles. Le darwinisme par exemple doit une grande part de son succès à son caractère idéologique¹⁷ : opposition à la religion dans la société victorienne et naturalisation du libéralisme économique. Notons aussi que l'eugénisme et le racisme ont été théoriques scientifiquement sous l'impulsion du darwinisme¹⁸. Et aujourd'hui, la biologie moderne asservit le vivant à l'industrie, en en faisant la matière première de ses marchandises.

Non seulement le milieu de la recherche ne se caractérise pas par sa propension à résister au totalitarisme (projet politique qui vise lui aussi à la maîtrise totale de la société) mais les connaissances scientifiques doivent beaucoup de leurs plus grandes avancées aux périodes de guerre, c'est-à-dire à des périodes où la volonté de domination et l'urgence l'emportent nécessairement sur toute autre considération, en particulier sur la raison. De surcroît, en temps de paix, c'est presque toujours au nom des seuls impératifs de la compétition internationale entre grandes puissances économiques que les principales décisions sont prises en matière de pilotage de la recherche, et non à l'issue de débats publics mettant en balance intérêts et valeurs. Les scientifiques n'ont pas

besoin des libertés politiques : ils ont juste besoin d'une autonomie relative et de crédits de recherche, et s'accommodent assez bien de régimes autoritaires qui ont l'avantage de savoir circonvenir les éventuels opposants (comme en Allemagne nazie, en URSS, ou aujourd'hui en Chine).

L'édifice sur lequel trônent fièrement les chercheurs actuels doit bien peu à la raison, et presque tout aux impératifs de puissance politique et militaire, quand ce ne sont pas carrément les fantasmes irrationnels (et pour le coup effectivement régressifs) de toute-puissance individuelle, d'immortalité, de fusion avec les machines, qui servent de moteur à la fuite en avant. Bien sûr, tout le monde connaît ces réalités somme toute banales. Le totem de la science pure a précisément pour fonction de les masquer. De passer sous silence une réalité (le travail de chercheur, ses conditions de production, son financement, ses conséquences effectives), pour mettre en exergue une figure idéalisée, parée de toutes les vertus (courage, abnégation, génie) et œuvrant pour le bien de l'humanité. Selon cette vision religieuse et messianique de la science, tous les effets catastrophiques que l'on peut mettre en évidence sont immanquablement considérés comme de simples déviations par rapport au modèle du savant pur, hybride improbable de Galilée, Pasteur et Hubert Reeves. Or la réalité est exactement inverse : les quelques exemples de recherches désintéressées, et non immédiatement récupérables par l'industrie et l'armée, sont les véritables déviations, les détournements, les parasitages du système. Dans de nombreux cas, les chercheurs ne connaissent pas les tenants et les aboutissants de leur travail, et n'ont bien souvent même pas cherché à les connaître³⁹. S'identifier à Galilée leur suffit à dormir tranquilles, à résoudre tous les dilemmes qui pourraient malgré tout surgir de leur pratique quotidienne.

Ce fétichisme collectif autour de la science pure (phénomène étrange s'agissant d'individus qui ne cessent par ailleurs de revendiquer l'héritage des Lumières) n'a pas seulement pour effet de renforcer la cohésion du groupe. Rejaillissant à des degrés divers sur toutes les activités de recherche, ce refus de s'interroger sur la réalité concrète et sensible de leur pratique conduit à une espèce de nihilisme qui n'est pas sans conséquences : la dissolution de tout critère de jugement hormis l'efficacité. Elle entre parfaitement en résonance avec le règne de la marchandise, sous lequel tout est comparable et indifférent. Les chercheurs, soustraits aux discussions politiques et aux mouvements de l'opinion, toujours sujette, selon eux, à l'irrationnel, à la morale, aux passions, à des critères subjectifs (donc discutables), peuvent ainsi se livrer en toute bonne conscience aux impératifs de la « création de richesse » marchande, par leur soutien inconditionnel à l'innovation dans tous les domaines. Le monde de la recherche en vient naturellement à se subordonner au développement technique et à la croissance économique, c'est-à-dire à des processus qu'il perçoit comme rationnels et objectifs, parce que quantifiables.

Nous nous adressons donc à tous ceux, scientifiques ou pas, qui savent encore que le monde n'est pas une machine. Qui le savent parce qu'ils le sentent, l'éprouvent chaque jour, dans leur vie quotidienne, dans leurs rencontres, dans leurs lectures. Nous nous adressons à tous ceux qui n'ont pas perdu leur curiosité, leur capacité à s'émerveiller et à s'indigner, à tous ceux qui ne se réduisent pas aux monades utilitaristes gestionnaires de leur propre carrière et de leur propre vie. Quiconque connaît le milieu de la recherche nous trouvera bien optimistes de nous adresser aux chercheurs. En dépit des valeurs dont ils se réclament souvent bruyamment (et peut-être

à cause de cela), ils constituent l'un des groupes professionnels les plus touchés par la mesquinerie, l'hypocrisie, l'arrogance et l'étroitesse d'esprit. Mais nous faisons le pari que notre démarche pourrait bien parler à certains d'entre eux, dégoûtés par ce qu'ils voient tous les jours et par ce qu'on leur fait faire, et qui n'ont pas tout à fait renoncé à peser sur le cours des choses.

AU NOM DE QUEL PROJET POLITIQUE CRITIQUER LA RECHERCHE ?

Pour toute critique se pose le problème de savoir si elle est porteuse d'une autre conception de la vie et de la société. C'est un point important, sans doute trop peu précisé dans la plate-forme.

Parmi les réactions à notre texte, beaucoup y ont vu des considérations «morales», ce qui leur a suffi pour ne pas y prêter plus d'attention. Pour certains (on pense aux personnes de Sauvons la recherche rencontrées lors de la Fête de la science, ou même à Jacques Testart, tête d'affiche de Sciences citoyennes), toute invocation de valeurs subjectives, sociales ou politiques, dans la critique d'une réalité rationnelle comme la recherche relève de la faute grave, du péché. Air du temps d'une époque où le drame humain et les conditions de la vie ne sont plus que des «objets d'étude», et non une part de notre existence et de notre monde. Or le rejet de toute valeur morale est encore une morale. Nous ne prétendons pas nous référer à telle ou telle tradition immuable, à l'aune de laquelle distinguer définitivement ce qui est bon de ce qui est mauvais. Mais plutôt que de croire que l'on peut fonder une activité politique et critique à partir d'un point de vue hors-sol ou désincarné, nous voulons affirmer des désirs de vie et proposer une certaine idée du bien commun. C'est pourquoi nous défendons explicitement des valeurs, loin de la pseudo-neutralité requise aujourd'hui.

Au-delà de la question morale, y a-t-il derrière notre démarche un projet politique? Notre critique de la recherche s'inspire de l'idéal démocratique, et s'inscrit dans le projet d'une société libre, égalitaire et décente. Une société où les gens ordinaires auraient la capacité de peser

sur le cours de leur vie, et la liberté d'inventer ou de conserver des formes de vie qui leur seraient propres. Un tel monde est bien sûr incompatible avec le règne de la concurrence capitaliste, de la grande industrie et des médias de masse. Il suppose en outre un usage partagé de la raison et du débat public sur toutes les grandes questions.

En invoquant la raison critique aux côtés de la sensibilité, nous entendions nous démarquer des discours d'ordre purement religieux ou mystique. Encore faut-il préciser un peu ce que l'on entend par là. Il ne s'agit pas d'une raison désincarnée, celle du rationalisme morbide à l'œuvre dans la société industrielle, qui cherche à tout encadrer dans ses calculs et ses prévisions économiques et techniques. Il s'agit d'une raison vivante, qui ne découpe pas le réel en morceaux, qui ne fait pas des êtres vivants des machines, mais tente de saisir le monde dans son unité, sa multiplicité, ses limitations, et surtout ses contradictions. Une raison critique et dialectique, produit d'une discussion et d'une élaboration collective et consciente autant que possible. Cette conception de la raison s'oppose donc à celle qui prévaut dans la « communauté scientifique », où elle n'est qu'un calcul logique et solitaire, produit de l'atomisation et de la dépossession des individus. Chesterton disait que le fou est celui qui a tout perdu, sauf la raison...

Revendiquer l'usage de la raison, c'est aussi considérer qu'il est légitime pour les individus et les communautés de remettre en cause l'ordre établi et les vérités immuables héritées du passé, et de se donner, autant qu'il est possible, leurs propres institutions. Nous croyons à la faculté des humains d'inventer, de donner naissance à de nouveaux imaginaires et à de nouvelles façons de vivre en société. Et dans cette optique, à rebours de certaines postures étroitement anti-rationalistes, nous ne pensons

pas qu'il faille tourner en dérision le souci de reprendre en main ses conditions de vie par l'usage collectif de la raison. Au contraire, ce souci et cette capacité de délibérer collectivement sont à défendre, et font aujourd'hui le plus souvent cruellement défaut. « Notre monde se définit tout autant par une profonde révolte contre la raison que par notre foi en la science et en la technologie », soulignait déjà Christopher Lasch en 1979²⁰. C'est-à-dire que la soumission aveugle à la dictature de l'expertise s'accommode très bien d'une révolte désespérée et impuissante contre la raison, et que ces deux attitudes sont en réalité des obstacles complémentaires à toute réappropriation collective de notre destin.

En même temps, l'histoire de ces deux derniers siècles, l'expérience des mouvements révolutionnaires et l'ampleur des catastrophes en cours nous obligent à réinterroger le projet politique d'auto-institution des sociétés humaines, ses valeurs, ses réalisations. Et en premier lieu, l'idée d'autonomie, au nom de laquelle nous critiquions dans la plate-forme la place grandissante de la technoscience. Certains n'ont d'ailleurs pas manqué de nous reprocher qu'en parlant de « maîtrise » et d'« autonomie », nous souscrivions en fait à un projet tout aussi autoritaire et dangereux que celui de la science. Il faut donc préciser que, pour nous, l'autonomie ne désigne pas l'affranchissement intégral des sociétés humaines vis-à-vis de tout ce qui les précède et qui leur semble extérieur. Une grande part de la critique sociale depuis deux siècles avait donné pour horizon aux êtres humains la « maîtrise consciente » de leur destinée commune. Le plus souvent, cet objectif se traduisait par la conviction que tout progrès humain implique une réduction croissante du donné, du non-maîtrisé, de l'incompréhensible, jusqu'à l'artificialisation totale de la Nature – y compris de la nature humaine.

Énoncé ainsi, ce projet relevait bien d'une illusion, d'autant plus dangereuse qu'elle s'est longtemps arrimée aux progrès apparents de la maîtrise scientifique du monde. Aujourd'hui, c'est toujours ce même fantasme de maîtrise et cette même croyance naïve qu'elle pourrait servir à l'émancipation humaine, qui amènent certains à défendre les techniques de refroidissement climatique et les « avancées » des neurosciences. Nous pensons qu'il est plus que temps de rompre avec cette illusion. Le délicat équilibre entre l'idéal d'auto-institution des sociétés et le respect de réalités qui les dépassent, et qui en sont la condition de possibilité, n'est pas un problème récent²¹. Nous ne pouvons absolument pas fournir de réponse définitive à toutes les questions qu'il pose. Nous invitons à les reposer lucidement ensemble au regard de l'expérience passée, contrairement à l'idéologie du Progrès qui prétendait les avoir résolues une fois pour toutes, avec les résultats que l'on sait.

QUE FAIRE ? QUE PROPOSONS-NOUS ?

À ce stade de la discussion, nos interlocuteurs nous demandent souvent : « Mais alors, que proposez-vous ? » Dans la plate-forme, nous ne proposons pas grand-chose de concret, et n'avions pas la prétention d'appeler à une révolution immédiate. Beaucoup nous ont répondu : « Vous avez raison, mais c'est pas comme ça qu'il faut faire. » Nous apportons ici quelques précisions sur ces questions de stratégies et de posture.

Une science « citoyenne » ?

Notre démarche est en contradiction avec les objectifs et les pratiques de l'association Sciences citoyennes. Sa critique, par ailleurs fondamentale et bien documentée des « dérives » de la recherche actuelle, reste tributaire d'une conception idéaliste de la science, de son histoire, de ses effets politiques et sociaux depuis des décennies²². Le discours de l'association paraît souscrire à l'idéal du perfectionnement infini des connaissances, qu'il prend pour un dévoilement de la vérité et la condition de l'émancipation sociale. Nous ne croyons pas que ce perfectionnement nous donnerait accès à une compréhension plus fine de notre monde. Il prolongerait plutôt l'entreprise de sa simplification et de sa reconstruction. Nous ne croyons pas non plus qu'une science immensément perfectionnée serait une science immensément démocratique. Encore moins qu'elle servirait la démocratie. Sauf à se payer de mots, il est impossible de « démocratiser la science » sans remettre en cause la nature même de l'activité scientifique. La technicisation générale de la vie ne peut être sérieusement compensée par la participation accrue d'individus experts dans tous les domaines. Scien-

ces citoyennes, dans sa critique du caractère non démocratique de la recherche, ne va pas jusqu'à remettre en cause le règne de l'expertise, la dépossession croissante des gens ordinaires au profit des spécialistes. Nous pensons au contraire que le problème n'est pas tant l'aveuglement ou la perfidie des gestionnaires, que le caractère aveugle et perfide de la gestion elle-même. Et il ne disparaîtra ni en changeant d'élites, ni en simulant la démocratie par quelques conférences épisodiques portant sur des décisions déjà prises.

Un discours « ultra-violent » ?

Parmi les chercheurs et les autres personnes intéressées par le sujet qui font l'effort de nous écouter, certains nous reprochent nos méthodes trop « brutales » et une critique « extrémiste » de la science, manquant de nuances, faisant toujours dans « l'outrance », « l'excès », la « caricature ». On aimerait tant les entendre s'indigner publiquement des « outrances » et « excès » de la science réellement existante...

Bien des intellectuels, parfois très critiques vis-à-vis des « dérives » de la science, paraissent avant tout soucieux de préserver leur petit espace scénarisé. Ils sont assurés d'y discuter indéfiniment entre gens de qualité de « la science et de ses dérives », serait-ce avec les fossoyeurs du monde. Les extrémistes ne sont-ils pas d'abord les partisans d'une artificialisation complète de la nature et d'une refonte du corps humain par les technologies de pointe ? Et nous ne pensons pas ici exclusivement aux transhumanistes et autres fanatiques travaillant à la création de *cyborgs*. Le projet global de la technoscience consiste à vouloir sauver la biosphère en fabriquant une nature de synthèse ; et à changer l'homme, que ce soit dans l'idée de l'améliorer ou « seulement » de l'adapter à

un milieu de vie de plus en plus dégradé. C'est au nom de ces fantasmes que l'on investit des milliards, depuis longtemps déjà. Les scientifiques qui se prétendent modérés savent pertinemment que des recherches sur les nanotechnologies, par exemple dans le pôle Minatec, inauguré en juin 2006 sous la protection de la police anti-émeutes, peuvent donner proprement n'importe quoi.

Notre critique n'a pas pour ambition de s'imposer de manière autoritaire, contrairement à l'État et l'industrie quand ils bouleversent le monde et la condition des hommes depuis deux siècles par une politique systématique de fait accompli. Il est curieux de constater que toute critique radicale (qui va à la racine des choses) est aujourd'hui assimilée à une volonté dictatoriale. On n'écoute que ceux qui ont le pouvoir de faire taire les autres – décideurs, grands médias, experts –, et l'on ne voit plus la violence dans les pratiques et les discours dominants, qui empêchent la gestation d'autres possibles, imposent un modèle unique de vie et de société dans les têtes et dans les faits. Tout discours qui ne participe pas de cette volonté de puissance exclusive devient presque inaudible.

Une posture « catastrophiste » et « défaitiste » ?

On nous a fréquemment accusés de « catastrophisme » : nous aurions tendance à nous focaliser sur tout ce qui ne va pas, « alors qu'il y a quand même beaucoup de choses très bien qui sont faites, y compris au niveau des chercheurs », comme par exemple le refus de publier des résultats lorsqu'ils risquent d'être mal utilisés. À ceux-là – et nous savons qu'ils existent – nous disons : rejoignez-nous.

Pour ce qui est de la situation générale (l'effondrement écologique en particulier), l'accusation de catastrophisme ne tient pas. On peut toujours se voiler la face en refusant de voir l'unité d'un tableau que les études scien-

tifiques confirment dans le détail, mais le fait est là : c'est la situation réelle qui est catastrophique. Pas notre posture. Les pouvoirs en place l'admettent aujourd'hui (ils se contentaient de le nier il y a quelques années) et tentent de mettre en place des mesures parcellaires essentiellement dans le but de « ne pas semer la panique », c'est-à-dire de désamorcer la charge critique que peut représenter ce constat. Nous ne voulons pas gérer les catastrophes²³, mais bien en éliminer les causes (le développement chaotique des sociétés industrielles), autant qu'il est encore possible.

Le titre de notre plate-forme (« Le futur triomphe mais nous n'avons pas d'avenir », que nous devons à Bernard Charbonneau²⁴), a semblé quelque peu défaitiste à certains. Le futur dont nous parlons n'est pas tant celui de la science-fiction²⁵ que celui de la prospective, cette manie intellectuelle très en vogue depuis les années 1960, qui consiste à décrire invariablement les années à venir comme le prolongement automatique de ce qui est en train de se passer. Manie qui contribue ainsi à la reconduction du *statu quo* et à l'aggravation des pathologies de notre civilisation, en conditionnant les décisions importantes, en discréditant par avance les résistances aux évolutions en cours, en scellant les imaginaires. Affirmer que, dans ce cadre, « nous n'avons pas d'avenir », c'est souligner à quel point la soumission des élites politiques, administratives et intellectuelles au futur de la prospective a permis depuis cinquante ans que la politique ne soit plus qu'une interminable « modernisation », et a rendu presque inenvisageable toute appropriation collective de leur destin par les individus et les communautés humaines. *A fortiori* pour les jeunes générations, qui sont nées à une époque où le Progrès avait déjà occasionné ses réalisations les plus imposantes (le branchement des foyers sur la télévision et l'urbanisation

généralisée, qui exercent un effet de clôture sur les imaginations) et ses dégâts probablement irréversibles (pollution chimique à hautes doses, déchets radioactifs, perturbations climatiques).

Toutefois, cela ne signifie pas que nous nous résignons à considérer l'histoire comme achevée. Malgré les difficultés inédites qui se présentent aujourd'hui, nous ne souscrivons nullement à la philosophie éternelle des classes dirigeantes : « Il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus »²⁶. C'est précisément pour sortir de l'impasse où nous sommes et déjouer les lâches prédictions des décideurs, que nous mettons en avant la très parlante formule de Charbonneau. Si nous nous sommes engagés dans la démarche qui est la nôtre, c'est bien parce que nous pensons qu'il reste possible de faire mentir ce futur tout tracé, de rouvrir des perspectives, comme cela s'est fait de nombreuses fois par le passé, dans des circonstances parfois très défavorables – même si une nouvelle fois, celles de notre époque ont quelque chose d'inédit.

Une démarche trop intellectuelle ?

On nous a parfois reproché le caractère intellectualiste de notre démarche, à une époque où il serait beaucoup plus urgent de « passer à l'action ». Nous ne pensons pas, dans la plate-forme ou dans ce texte-ci, faire preuve d'hermétisme, ni d'un goût prononcé du raffinement théorique pour lui-même. Mais le problème est que la critique du monde actuel n'est pas simple et que l'instinct de révolte, ô combien légitime, peut se trouver complètement désarmé devant la dure réalité. Il ne suffit pas d'être opposé à la technoscience parce que cela va de soi, parce qu'elle appartient au Système honni. Par exemple, l'oppression contemporaine nous semble reposer pour une part non négligeable sur l'oubli du passé, et sur son

corollaire le mythe du Progrès. Pour reconstruire un (des) projet(s) politique(s) fédérateur(s) et pertinent(s), le rétablissement de certaines réalités historiques est crucial, même si cela peut paraître fastidieux et dérisoire à un moment où mauvaises nouvelles et projets scélérats s'enchaînent à vive allure.

Les actions que nous menons ont pour but de dénoncer les faux débats « démocratiques » qui visent à noyer les questions importantes dans la confusion et le consensus; la collaboration de journalistes, de sociologues et autres « filousophes » qui étouffent, déforment ou neutralisent la contestation, pour mieux faire accepter les nouveautés technologiques par le plus grand nombre; la puissance de propagande des partisans du nucléaire, qui s'imposent jusque dans les écoles pour vacciner les enfants de dix ans contre l'esprit critique... Au vu des rapports de force actuels, l'écriture et la confrontation verbale sont des armes précieuses, même s'il est fondamental de se donner aussi des moyens, éventuellement illégaux, de résister concrètement aux coups de force de la recherche-industrie.

Le problème de la démission

Faut-il démissionner et inciter les chercheurs à la démission? Celle-ci n'a pas grande utilité si elle se traduit par un repli sur la sphère privée sans perspective d'une mise en cause publique du rôle politique de la technoscience. Ce problème s'était déjà posé dans les années 1970, mais aujourd'hui la situation est plus grave encore, et surtout les rapports de force plus défavorables²⁷. La quête d'autonomie vis-à-vis du système industriel, par exemple par la construction de lieux d'expérimentation qui en soient préservés, reste une voie indispensable mais insuffisante. Car il faut un mouvement qui relie et structure les

« désertions », qui puisse fédérer les démissionnaires et les inciter à poursuivre des activités critiques. En attendant, ce n'est pas nécessairement trahir ses convictions que de rester, pour manifester son opposition et susciter d'autres vocations, quitte à se faire placardiser. Au contraire, il faut activement freiner le verrouillage croissant des universités et des lieux publics en général (contrôles à l'entrée, systèmes de cartes, présence policière) afin qu'il reste possible de les occuper et d'en détourner la fonction, au moins temporairement; d'y débattre et de s'y rencontrer.

Pour redonner du sens au mot liberté, pour endiguer la dégradation croissante des milieux, en un mot pour nous soustraire aux pouvoirs et aux processus destructeurs qui défigurent nos vies, nous devons tendre collectivement vers plus d'autonomie intellectuelle et technique. Autonomie intellectuelle: nous devons soumettre la connaissance à la compréhension, à la compréhension de ce qui *nous* arrive, comme nous le disions dans la plate-forme. À quoi bon des « objets-intelligents » et des « systèmes-experts » si les gens deviennent incapables de réfléchir et de formuler des idées collectivement? Plutôt qu'à produire des chiffres incompréhensibles, et des technologies asservissantes pour ceux qui les inventent comme pour ceux qui en usent, l'effort intellectuel doit tendre à restituer un peu de lisibilité, de signification à ce monde. Autonomie technique: l'un des enjeux actuels est de démanteler certains pans du laboratoire terrestre, de déterrer des savoir-faire ensevelis et de les faire évoluer. Certaines connaissances et certains outils de la science moderne pourraient peut-être s'inscrire dans un projet d'émancipation de la logique concurrentielle et de la course à la puissance. Il faudra bien des physiciens et des géologues pour arrêter les centrales nucléaires et faire face au problème de leurs déchets; il faudra sans doute des agronomes et

des chimistes pour aider à soigner les sols épuisés par l'agro-industrie²⁸.

Plus profondément, la réflexion intellectuelle et les savoirs techniques devraient s'inscrire dans une culture commune locale, démocratique, maîtrisable. Cultiver la science, cela signifie certes cultiver des savoirs et des savoir-faire, mais cela signifie surtout la rendre elle-même plus cultivée : y réintroduire des valeurs autres que l'efficacité servile, le gigantisme, l'automation et l'objectivation des personnes. Ainsi la beauté, la sobriété, l'appropriabilité, la pérennité des objets et l'enrichissement du travail individuel sont des critères de première importance quand il s'agit de créer des outils. Un des mobiles de notre activité en tant que Groupe Oblomoff, c'est l'espoir de voir abolie la recherche scientifique en tant qu'activité sociale isolée, spécialisée. Pour qu'une autre vie soit possible, il importe de changer profondément notre rapport à la connaissance. Il ne s'agit certainement pas de priver l'investigation scientifique et la curiosité intellectuelle de toute visée pratique, même si l'élaboration d'un rapport non-marchand à la connaissance est au cœur de ce que nous souhaitons faire émerger. Ces deux aspirations (« utilité » et « gratuité »²⁹) ne sont pas contradictoires, parce que nous n'espérons pas que cette liberté de se consacrer à la connaissance repose sur un desserrement miraculeux de la nécessité (qui serait précisément permis par les applications de la technoscience).

Dans le rêve progressiste, le travail humain devait être éliminé par les machines, pour permettre aux femmes et aux hommes de disposer de « temps libre ». Nous voyons aujourd'hui de quoi ce rêve a accouché : les machines ont appauvri le travail ou ont tout simplement exclu les humains de la production ; le « temps libre », quand il existe, est dépourvu d'ancrage dans une communauté

technique et politique, une communauté de besoins et de valeurs, et confine donc à l'isolement et au consumérisme. Disposer du loisir suffisant pour créer et chercher de manière désintéressée est important, bien sûr, mais cela ne peut et ne doit pas reposer sur l'automatisation, plutôt sur une simplification et une redéfinition des besoins à l'échelle locale. C'est-à-dire que nous n'imaginons pas un monde libre où l'on ne travaillerait que deux heures par jour sur des ordinateurs, à bonne distance de la matière, à l'abri de la saleté et de l'effort physique. Nous espérons plutôt des mondes où l'on puisse disposer d'un temps conséquent pour connaître ce et ceux qui nous entourent – connaissances qui auraient inséparablement une dimension pratique et une dimension contemplative : faire de la botanique, c'est à la fois apprendre à faire pousser des plantes et approfondir sa compréhension du vivant ; faire de l'astronomie peut être un plaisir des sens et nourrir une vision esthétique de la nature, en même temps qu'être utile pour faire prospérer son potager et se guider dans le désert, ou sur les mers ; étudier l'histoire des siècles passés ne doit pas seulement viser l'érudition ou l'agrément de « connaître ses racines » mais nourrir la réflexion sur les formes présentes d'organisation de la vie matérielle et politique.

Même si la défense d'activités et de recherches désintéressées nous tient à cœur dans le monde que nous connaissons, il nous importe donc avant tout, quand nous pensons à une autre société, que les activités de survie autonome des hommes et des femmes n'y soient plus exemptes de plaisir et de culture, comme c'est le cas pour la majorité des tâches à notre époque. L'exigence d'autonomie implique une création et une appropriation permanentes, individuelles et collectives, de techniques « conviviales » et des éléments théoriques correspondants,

qui constitueraient une forme de recherche à part entière, au service d'une vie quotidienne émancipée; simplement cette recherche serait orientée vers de tout autres finalités et organisée d'une manière complètement différente de la recherche actuelle. Dans un monde de ce type, la curiosité intellectuelle serait autant stimulée, sinon plus, que dans le nôtre, mais ce serait à bien meilleur escient; et la pratique aurait le dessus sur la théorie mais d'une tout autre façon que dans la société industrielle.

Précisons enfin que ces quelques pistes et lignes d'horizons si elles constituent à l'heure actuelle une base minimale permettant d'entrevoir l'aune (imaginaire) à partir de laquelle nous formulons notre critique de la société contemporaine, sont doublement hypothétiques. D'une part, le travail d'élaboration et de discussion que nécessitent de telles réflexions n'en est pour nous qu'à ses balbutiements. D'autre part, il est évident qu'un collectif de petite taille n'a pas vocation à élaborer dans les détails un projet de société alternatif; celui-ci appartient nécessairement aux mouvements politiques et aux groupes sociaux qui le porteront en introduisant une rupture dans l'ordre actuel.

Dans un contexte politique chaque jour plus sombre, où la plus grande partie de la population refuse de mettre en question son mode de vie et son activité quotidienne, quand elle ne se reconnaît pas carrément dans des mots d'ordre et projets autoritaires, nous voulons agir sur la durée et avec d'autres. Certains nous ont demandé comment se joindre à nous. Nous sommes bien sûr disposés à rencontrer toute personne intéressée et projetons d'ailleurs la programmation de séances de discussion ouvertes sur des thèmes en lien avec notre engagement. Cependant, notre ambition n'est pas de constituer un parti, ni de nous élargir indéfiniment, mais avant tout de

faire circuler des idées, de donner confiance et consistance aux refus et aux résistances trop souvent individuelles. Nous appelons tout un chacun, dans le monde de la recherche comme en dehors, à faire craquer de toutes parts un consensus scientifique fondé sur les renoncements, la soumission, l'abdication intellectuelle et morale. La suite dira si nous pouvons espérer plus. Du reste, nous ne sommes quand même pas les seuls à récuser les institutions étatiques et à expérimenter des formes démocratiques autonomes; à refuser la domination de l'économie et à tenter de s'y soustraire. Il y a là un front en construction, dont les bases demandent un grand travail d'éclaircissement, à l'heure notamment où la dégradation de l'environnement donne un nouvel élan à l'industrie et à la bureaucratie, laissant planer la menace d'un capitalisme vert.

Groupe Oblomoff

De février à mai 2009, une réforme du statut d'enseignant-chercheur s'inscrivant dans le prolongement de la loi sur l'autonomie des universités a suscité un mouvement de protestation dans les universités et les instituts de recherche de la France entière. Le texte suivant a été écrit à cette occasion.

LE SALAIRE DE LA PEUR

Juillet 2009

*«Et nous ? On n'est pas des morts qui marchent ?
C'est moche de pourrir vivant, tu sais.»*

Le Salaire de la peur, Henri-George Clouzot, 1953.

ON A OCCUPÉ et réoccupé les universités, inlassablement ; collé des affiches et écrit des tracts ; manifesté pendant des jours entiers ; respiré beaucoup de gaz et forcé des cordons de CRS ; assisté à des AG et organisé des commissions, des cours hors-les-murs et des projections ; occupé au petit matin tous les locaux imaginables avant de se faire sortir à coups de matraques. Pour quiconque n'est pas un révolutionnaire professionnel, c'est fatigant, c'est pénible, et passés les moments d'exaltation, il faut arriver à l'aube à la fac, repartir tard ; traîner dehors sous la pluie avec les mêmes déceptions en fin de cortège ; batailler avec des anti-bloqueurs ; dormir moins et laisser de côté les choses qui nous tiennent à cœur.

Tout ça pour quoi ? Pour réclamer un emploi stable et un salaire décent. Qu'il s'agisse du mouvement contre le CPE (contrat première embauche) ou des grèves de l'université contre la LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités) et le contrat doctoral, on retient finalement une seule revendication de fond : obtenir une place dans l'appareil productif national, le droit d'aller se faire salarier. C'est légitime, bien sûr, de se battre pour ne pas être jeté dehors à n'importe quel moment, suivant le caprice d'un chef, qu'il soit patron ou président d'université. Légitime, de refuser d'être traité en stagiaire, en larbin, pendant des années. Il est bien compréhensible que la précarité soit devenue la question centrale aujourd'hui. Il est tout aussi logique que, d'un point de vue individuel, l'argent et la garantie statutaire puissent faire figure d'abri, au moins temporaire ; il faut bien faire avec le monde tel qu'il est. Mais la réflexion collective n'a pas été à la hauteur du temps passé et des efforts investis ; c'est triste, la parole a été laissée aux mots d'ordres creux des organisations.

Ce sont toujours ces mots sans épaisseur qui résonnent, de banderoles en slogans, de tracts en prises de paroles,

dessinant en point de mire le sinistre modèle des Trente Glorieuses. Comment expliquer cette étrange nostalgie, cette pensée à courte vue si peu à la hauteur de la situation historique ? D'où vient un tel manque d'imagination, un tel manque d'audace et de courage intellectuel ? Il semble qu'il faille en chercher la clé dans l'angoisse qui traverse l'époque, et que chacun s'accorde aujourd'hui à traduire par l'idée de « précarité ».

C'est justement parce que la lutte contre la précarité est cruciale que l'on ne peut se contenter de demander du fric et du service public, ou un CDI, quel qu'il soit. On ne peut pas la réduire à une question de statut et de moyens financiers. Et contrairement à ce qu'on entend partout, on n'en viendra pas à bout en changeant certains paramètres (« augmenter la part de la valeur ajoutée destinée au salariat », « augmenter le nombre de postes de chercheurs », « augmenter le nombre d'allocations de thèses »). C'est la nature même de nos sociétés qui est en jeu, notre manière d'habiter le monde, ce que l'on décide de produire et à quelles fins.

La précarité, ce n'est pas seulement un « emploi aidé », des horaires fluctuant à l'envi et le travail dominical forcé. C'est se demander si le métier qu'on exerce existera encore dans cinq ans ; ne rien laisser derrière soi dont on puisse être fier et où l'on puisse se reconnaître ; ne jamais savoir si les gens que l'on côtoie quotidiennement ne seront pas mutés par leur boîte à l'autre bout du pays, ou du monde ; ne pas reconnaître les lieux où l'on a grandi après le passage des promoteurs et des urbanistes ; se demander s'il faudra faire une FIV (fécondation *in vitro*) pour avoir un gosse ; craindre la nourriture que l'on mange, l'air que l'on respire ; les conséquences des récentes catastrophes nucléaires ; s'inquiéter des prochains virus ou se douter que les poissons que l'on va pêcher dans la

rièrre d'à côté ne sont plus comestibles. Ce que traduisent tous ces sentiments, c'est que nous avons perdu toute maîtrise sur notre environnement matériel immédiat, sur ce qui fait la substance de notre vie quotidienne. Et dans cet univers faussement confortable et foncièrement hostile, prospèrent les inclinations les pires de la nature humaine. Survivre, dans le monde du travail et en dehors, passe par la séduction des puissants et l'intimidation des faibles. Chacun se mue en petit tacticien anxieux de sa propre image, s'interdit de dire ce qu'il pense, et bientôt s'interdit de penser.

Cette crispation est la raison principale de notre incapacité à penser au-delà d'un emploi stable et d'un salaire honnête, même au plus fort de mobilisations politiques d'envergure. La précarité, dans laquelle beaucoup d'entre nous baignent constamment, finit par nous miner ; et nos révoltes, rythmées par nos incertitudes, sont elles aussi minées. Aussi précaires que notre condition sociale. Dans leurs grandes lignes – syndicales – et malgré leur obsession à ne pas se contenter de critiques négatives, à être aussi une *force de proposition*, elles ne défendent jamais qu'un sordide aménagement du même. Comme si, pour envisager l'avenir avec sérénité, des garanties comptables étaient plus importantes que, par exemple, une indépendance d'esprit et des savoir-faire techniques suffisants pour n'être pas condamné, à la moindre interruption des flux d'alimentation et de divertissement, à errer comme un enfant perdu. Comme si le fait d'amasser les bons points retraite dès l'âge de vingt-deux ans était plus important que de défendre un monde où les vieux ne seraient ni une charge pénible, ni un segment de marché. Comme s'il fallait se réjouir du fait que, grâce à la sécurité sociale, une vie entière sous perfusion médicale soit désormais largement accessible, alors que la santé

humaine se dégrade. La prise en charge bureaucratique de l'existence n'est qu'un triste substitut de la vie sociale, et sera d'un maigre secours dans un monde de l'obsolescence permanente, des nuisances toujours plus nombreuses et de la rivalité narcissique. Les étudiants en ont d'ailleurs un aperçu sous leurs yeux : leurs plus fidèles alliés, c'est chez les plus précaires des enseignants et personnels qu'ils les ont généralement trouvés, ainsi que chez les plus jeunes maîtres de conférence, voire chez certains professeurs marginaux. En revanche du côté des installés, ils n'ont trouvé que la ronde interminable des petits persécuteurs persécutés, suffisamment lâches ou arrivistes pour faire l'éloge de la prise de risque permanente, du haut de leur statut taillé dans le marbre.

*

Certes, les politiques de « libéralisation » de l'économie dénoncées par les mobilisations récentes – privatisation des services publics, de l'Université, casse des statuts et augmentation de la sous-traitance, réformes du contrat de travail – constituent un pas de plus vers le pire. Personne ne nie qu'il est désarmant de voir les entreprises nationalisées passer aux mains des multinationales, avec tout ce que cela implique : hausse des tarifs, dégradation du service, objectifs de rentabilité, et tout l'attirail du marketing. Les classes moyennes et les plus pauvres en sortent fragilisés. Mais le tournant néo-libéral, la recomposition de l'appareil bureaucratique, sa cession aux grandes firmes, révèle, plus profondément, une modernisation initiée lors des fameuses trois décennies de « développement », les Trente Glorieuses.

Le miracle économique qui suscite dans les mouvements sociaux d'aujourd'hui tant de soupirs nostalgiques

s'est opéré par le biais d'une dépossession croissante des activités quotidiennes au profit d'administrations publiques ou privées. Les savoir-faire agricoles ont été expropriés au profit de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) ; notre alimentation à des chaînes de distribution sur lesquelles nous n'avons aucune prise, de même que nous avons délégué la gestion des déchets, de l'eau, l'entretien des espaces naturels et des monuments, jusqu'à notre capacité à nous divertir et à nous représenter le monde, cédée à la télévision d'État puis aux grands groupes médiatiques. Il n'est pas étonnant que chacun ait du mal à se reconnaître dans un monde dont il n'est plus responsable que de manière fictive. Savoir qui l'on est, cela passe aussi par la capacité à façonner son environnement immédiat, à établir soi-même et avec d'autres ses propres besoins. Dans ce monde administré, l'identité se réduit comme peau de chagrin. Il ne reste, pour s'identifier, que la vie intime – largement formatée par le rayonnement de la psychologie de masse et l'emprise du marketing – et le métier que l'on exerce.

C'est dans la société de masse administrée à grande échelle que l'identité repose le plus sur l'emploi, et que, par conséquent, la détresse psychologique que provoque sa perte est la plus grande. Mais c'est aussi dans un tel système, qui ne doit sa survie économique qu'à des gains de productivité constants, que l'emploi est le plus instable. Suivant la logique du darwinisme technologique, selon laquelle seules survivent les industries à forte concentration technique, les savoir-faire ne peuvent être que transitoires. Ils consistent à savoir utiliser de nouvelles machines, en attendant la prochaine restructuration, qui diminuera encore un peu plus la part de travail humain. Pilotée par l'État depuis les années 1960, l'informatisation de la production a été conçue pour réduire à

la fois le nombre de travailleurs, mais aussi leurs prérogatives dans l'exercice de ce que l'on peut de moins en moins nommer un métier. Ce sont ces vagues successives de taylorisation qui ont rendu les emplois d'aujourd'hui vides de sens et les employés interchangeables. Au sein du capitalisme industriel, chaque emploi est, par nature, en sursis. Et tandis que la production matérielle est délocalisée vers les pays dits « en voie de développement », où se concentre ainsi le désastre écologique, chez nous, dans notre économie de services prétendument immatérielle, fleurissent des emplois de petits serveurs : esclaves des cadences robotiques, domestiques des « services à la personne », petits soldats du management. La bataille sur le marché du travail et la surenchère des diplômés sont d'autant plus impitoyables aujourd'hui que les bonnes places, celles qui ménagent un peu d'autonomie et signifient encore un peu quelque chose, sont devenues rares.

Ainsi, même si les privatisations accélèrent ce processus, c'est avant tout à cause de la politique industrielle menée par l'État sur le long terme, de ses investissements à perte dans la recherche et les firmes nationales, que l'avenir de beaucoup d'entre nous prend la forme de licenciements successifs, de reconversion et de formation continue. Dans une économie fondée sur la croissance, c'est-à-dire sur le changement perpétuel, il est assez logique qu'on ait l'impression d'avoir à courir de plus en plus vite pour rester au même endroit. Et si les craintes se cristallisent sur l'emploi, c'est que, faute de tout le reste, notre existence ne repose plus que là-dessus. Le salariat est devenu notre seul habitat. Au fond, nous le savons bien : pas plus que la précarité ne se résume à un contrat de travail à durée déterminée, l'habitat n'est réductible à la possession d'un trois pièces en banlieue, proche gare et tous commerces. Habiter le monde, cela signifie pouvoir

y trouver sa place, s'y situer. C'est avoir des occupations qui ont du sens ; des fréquentations et un lieu de vie qui ne sont pas tributaires d'un mouvement du CAC 40 qui obligera à déménager, à quitter ses collègues, son monde. C'est apprendre avec joie que Carrefour a fait faillite, parce qu'on sait cultiver un jardin et récupérer de l'eau de pluie, et que d'autres élèvent des bêtes ; savoir que la vie continuerait même si internet tombait en panne. Par contraste, la grande précarité est une dynamique propre au capitalisme industriel consistant à priver les individus de leurs moyens d'habiter le monde. Il est de plus en plus difficile d'y être, d'en être.

Après plusieurs décennies de prolétarianisation, le système nous a dérobé les moyens de comprendre qui nous sommes, et ne nous laisse que très peu d'espoir de devenir quelqu'un. Pourtant, on continue – et c'est pour le moins gonflé – de nous répéter à l'envi que tout dépendra de la manière dont chacun prendra en main son avenir. C'est un problème de motivation, dit-on, presque une histoire de psychologie individuelle. De la part des conseillers ANPE, un tel discours n'est pas très étonnant : c'est la consigne. Mais il est assez désarmant de l'entendre formulé à peu près dans les mêmes termes pendant une grève des universités. En mai 2009, les enseignants se sont résolus à organiser les examens pour ne pas *précariser* un peu plus les étudiants déjà fragilisés par l'horreur économique. En faisant ce choix, ils ont fait de leur grève quelque chose de virtuel : des enseignants qui ont continué d'être payés, des cours qui ont bien souvent eu lieu sous le nom « d'ateliers alternatifs », des rattrapages organisés au mois de juin, des examens à peu près classiques ouvrant sur des diplômes « non dévalués »... Les déblocages ont fleuri à la saison des examens et quinze semaines de grève des enseignants ont fini sous les crachats des tutelles

ministérielles. Xavier Darcos avait promis qu'il serait sans pitié : « Il n'y aura pas de masters ès blocages » et « La minorité gauchiste ne dictera pas sa loi ». Pourquoi les grévistes ont-ils ainsi plié sous l'insulte et obtempéré ? Parce qu'ils voulaient prouver aux étudiants que quoi qu'il arrive, ils seraient sélectionnés de manière habituelle. Deux autres possibilités existaient pourtant : la validation automatique du semestre avait la vertu d'affirmer fortement le caractère public et gratuit du savoir. Ne pas délivrer les diplômes aurait enrayé la machine universitaire et grippé la mécanique du recrutement salarié des diplômés. En refusant ces deux termes, ils ont souligné un fait déjà connu, mais qu'il est bon de rappeler à chaque génération : les savoirs universitaires ne relèvent pas d'une quelconque *exception culturelle*, ils sont subordonnés comme le reste à un impératif de sélection sociale : il faut faire le tri dans la plèbe des futurs employés spécialisés. En montrant que même à l'université, il était impossible de ralentir un tant soit peu la machine pour penser la situation, ils ont prouvé qu'aucun refuge contre la précarité n'était à espérer en amont du monde de la production. Continuons à lâcher les étudiants sur le champ de course, et parions sur les gagnants !

Demander plus d'argent et de postes et de meilleurs critères de sélection pour endiguer la précarité grandissante est illusoire. C'est aussi rigoureusement paradoxal : on ne peut pas lutter contre la précarité en s'inscrivant dans un système économique fondé sur la prolétarianisation généralisée, en acceptant ses prémisses. En demandant, par exemple, un plan de relance, keynésien ou pas, qui permettrait que tout continue. Si les mouvements de contestation sont parfois l'occasion de poser des questions fondamentales, de se rencontrer et, pourquoi pas, de poser les jalons d'une action collective à plus long

terme, cela impose de refuser les solutions toutes faites, les programmes alternatifs déjà calibrés pour les prochaines échéances électorales, et de se demander au nom de quoi il vaut la peine de se battre. Et en particulier : Pour quel enseignement ? Pour quelle recherche ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que les représentants officiels du mouvement, type SLR-SLU, ne nous y aident guère. Il suffit de les écouter réclamer « un grand plan pluriannuel de recrutement » pour les chercheurs et « de l'emploi dans les services publics », assortis d'une « politique active d'orientation », pour comprendre que le cours actuel du monde ne leur paraît pas devoir être modifié. Ils vont même jusqu'à légitimer l'idée de « marché du travail » avec toutes ses évolutions récentes, expliquant que des formations « très générales » comme celles dispensées par l'Université sont une « excellente préparation » à un marché « de plus en plus instable », etc.

Il est encore plus insensé de vouloir lutter contre la précarité en exigeant des emplois de chercheurs. La dénonciation des situations et des traitements dégradants n'a de sens que si l'on s'interroge aussi sur le sens des activités de chacun. Or la science moderne, au travers de ses réalisations, est l'une des principales responsables de la situation présente. En répétant en toute bonne conscience leurs slogans contre la précarité, les chercheurs demandent à être protégés d'une situation qu'ils contribuent eux-mêmes à créer.

C'est justement la recherche en physique, en mathématiques et en informatique financée par l'État depuis trente ans qui suscite et encourage la rationalisation des tâches industrielles. Si nombre de métiers de l'industrie ont été mesurés, calibrés de façon à pouvoir être transférés à des programmes informatiques ; si, de génération

en génération, la marge de manœuvre des employés s'est réduite au point que leur tâche consiste désormais à suivre scrupuleusement les étapes d'un logiciel conçu pour leur « faciliter le travail », c'est grâce aux laboratoires de recherche fondés explicitement à ces fins dans les années 1960. Ainsi, l'IRIA, qui deviendra l'INRIA, l'Institut national de recherche en informatique et automatique, et les Comités de recherche en informatique (CRI) ont été créés pour favoriser des partenariats entre chercheurs du public et du privé. Le cinquième Plan (1966-1970) comportait des unités-pilotes qui rassemblaient des industriels chargés d'expliquer de quel type de recherches ils avaient besoin, des spécialistes de l'automatique qui proposaient des modèles de simulation, ainsi que des constructeurs de systèmes. Il suffit de se pencher sur l'activité de n'importe quel laboratoire en « intelligence artificielle » pour comprendre l'orientation de ces recherches : développer le télé-enseignement pour faire faire des économies à l'Éducation nationale ; perfectionner les logiciels de traduction et de correction automatique ; jeter les bases d'une médecine à distance grâce aux puces à ADN, etc. Il semble que la révolution numérique, qui a eu raison de la photographie argentique, de dizaines de métiers de l'imprimerie et menace à présent l'existence même du livre papier et des libraires, soit un facteur de précarisation sans commune mesure avec le « désengagement de l'État » dont on se désole. S'associer à des chercheurs en informatique, des physiciens et des économistes pour demander plus de postes, c'est s'assurer que l'État continuera de financer en priorité ces recherches-là, qui épousent parfaitement les contours du développement économique.

N'est-il pas ironique de voir aujourd'hui les chercheurs, ceux-là mêmes qui, en tant que corps de métier,

ont toujours œuvré à mesurer l'activité des autres, à la soumettre à des critères de rentabilité, se révolter contre une quantification aveugle de leur propre activité? Au fil du processus d'industrialisation, la rationalisation des tâches a peu à peu remonté l'échelle sociale. Dans les années 1960, les ouvriers de la sidérurgie; dans les années 1970, ceux de l'automobile et de l'imprimerie; dans les années 1980, les employés de banque et des télécoms. Vingt ans plus tard, avec la création de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), c'est aux chercheurs que l'on inflige un *grand audit* destiné à rationaliser la production. Les faiseurs de prolétaires finalement prolétarisés. Les derniers artisans de la société industrielle, si fiers d'avoir parfois conservé une activité stimulante, de ne pas avoir trop de comptes à rendre, de fabriquer eux-mêmes leurs propres outils expérimentaux, les voilà soumis à des vérifications pointilleuses et absurdes, astreints à tant de publications par an. Voilà qu'on veut les amener à l'usine; ils s'en insurgent, après y avoir conduit tous les autres.

À mesure que les perspectives professionnelles offertes par la société s'amenuisaient, qu'on se savait condamnés à travailler sans plaisir et sans indépendance, sous la surveillance permanente de managers, de patrons, de commissions d'évaluation, les enfants de la bourgeoisie ou du mérite républicain ont accumulé les diplômes, de plus en plus de diplômes, pour se mettre à l'abri des réalités mesquines du marché du travail. Escalader le mât à mesure que le bateau prenait l'eau, pour ne pas être mouillé. Pour beaucoup, la recherche, c'était ça, une manière d'abri contre l'entreprise, ses finalités vulgaires, ses pressions. La contrepartie, c'était de travailler pour l'industrie, parfois directement, le plus souvent de loin en loin, une petite application en passant, mais toujours à

distance des platitudes mercantiles, dans une communauté de savoir «libre et autonome». Désormais les chercheurs se retrouvent recroquevillés en équilibre en haut du mât, et l'eau monte... Il n'y a pas d'en-dehors, il n'y en a jamais eu. La science, elle aussi, repose sur une division des tâches poussée à l'extrême, sur la dissociation entre conscience morale et conscience professionnelle, sur les jeux de pouvoirs, etc. Aucun laboratoire n'échappe à ce qu'il faut désormais appeler des relations normales de travail, faites d'individualisme, de compétition acharnée, de productivisme, d'hypocrisie et d'arrivisme.

*

La science moderne a pu, jusqu'à un certain point, contribuer à éclairer certains phénomènes physiques, chimiques et vitaux, fournissant des éléments pour améliorer l'existence humaine. Mais nous n'en sommes plus là. Poussés par les impératifs militaires, marchands, étatiques, les scientifiques ont abandonné toute modestie, toute prudence. C'est à la recherche publique que nous devons nos cinquante-huit centrales nucléaires, qui menacent de rendre des régions entières inhabitables pendant des centaines d'années. Apercevoir, à la faveur d'une manifestation universitaire, une troupe de physiciens du CEA en lutte contre la précarité, voilà qui devrait susciter quelques éclats de rire amers. Idem pour la recherche en agromonie, acteur de premier plan dans la pollution chimique des sols, dont les travaux sur les plantes génétiquement modifiées rendent tout projet d'auto-subsistance bien incertain.

«Est-ce qu'on va pouvoir vivre en 2050 si on n'a pas la maîtrise, par les transferts de gènes, des végétaux et des animaux?», se demande gravement Louis-Marie

Houdebine, directeur de recherche INRA, spécialisé en animaux transgéniques³⁰. Notre malheur est qu'il est devenu difficile de se moquer de ce genre de prétention à la maîtrise toute-puissante du vivant. Quand la fertilité par les moyens « naturels » est en chute libre, du fait de la toxicité de nos conditions de vie, les croisés de la technoscience ne peuvent que se frotter les mains, puisque la simple reproduction des familles et de la société passe sous leur dépendance, d'eux et de leurs « innovations » plus ou moins terrifiantes : utérus artificiel, tri génétique des embryons, sperme de synthèse. Ce qui fait de la fécondation artificielle un créneau d'avenir, c'est que nous avons inventé un mode de vie qui ne permet plus aux êtres humains de se reproduire. Le bon sens voudrait qu'un constat aussi inquiétant, qui en dit long sur le type de richesse que nous avons accumulée, nous oblige, littéralement, à *faire machine arrière*. Au lieu de cela, la science se propose de transférer la reproduction humaine aux laboratoires, selon un mécanisme de fuite en avant désormais familier.

Le délire scientifique qui impulse les grandes « découvertes » récentes, et autres « innovations porteuses », ne peut échapper à personne, tant il prolifère sur les ondes, sur les écrans ou dans les colonnes des journaux. Pas plus que la lâcheté de la majorité des chercheurs en sciences humaines qui, au nom de la neutralité axiologique, éludent de leurs travaux les enjeux sociaux les plus évidents. Les jeunes doctorants ne peuvent plus feindre d'ignorer tout cela : en défilant derrière des nucléaristes, des économistes ou des promoteurs du tout-génétique, en se faisant volontiers parrainer par l'Académie des Sciences, qui nie farouchement la nocivité de l'amiante, des OGM et des radiations de Tchernobyl, ils se portent caution. La précarité des statuts, les mauvaises conditions de travail

et les rémunérations indécentes en regard des efforts consentis pendant les études : rien ne peut justifier de mêler sa voix à celle des grands pontes de la *Big Science*. Dire avec eux « Sauvons la recherche » est purement et simplement indécent au regard de son rôle dans la société actuelle.

*

Alors oui, il y a vraiment de quoi s'inquiéter pour notre avenir commun, pour le moins précaire. Jamais nous n'avons été plus menacés par le chômage, la pénurie et les catastrophes écologiques. Et nous n'avons jamais été aussi vulnérables. Isolés les uns des autres, tributaires des circuits mondiaux de l'agro-alimentaire, dépendants au plan affectif de machines qui deviendraient inutilisables au moindre *black-out*, et largement ignorants des processus naturels à l'œuvre autour de nous. Dans une telle situation, on peut bien sûr demander une prise en charge renforcée : exiger que l'État – ou l'Europe – finance des biotechnologies pour créer des espèces compatibles avec les substances cancérigènes ; qu'il paie des psychologues pour gérer la détresse suscitée par l'artificialisation croissante de la vie, et des sociologues pour accompagner une nécessaire évolution de nos critères de jugement. Qu'il s'efforce de restaurer le pouvoir d'achat et le plein-emploi en transformant ce qui reste d'activités gratuites en services commerciaux, et en continuant de saccager la nature. Qu'il construise suffisamment de centrales électriques, nucléaires ou autres, pour accompagner la prolifération de l'électronique personnelle ; distribue des bouteilles d'eau minérale en cas de pénurie d'eau potable. On peut même exiger que l'armée intervienne de plus en plus souvent pour nous protéger de nous-mêmes, des

autres et des assauts imprévisibles d'une nature déréglée. Et pourquoi, pour peu que le gouvernement ait la sagesse d'investir dans la recherche aérospatiale à long terme, ne pas se rassurer en envisageant un déménagement sur une autre planète ? Tout ce qu'il en coûte, c'est d'abandonner notre dignité. Bien au-delà du milieu universitaire, pour les générations qui arrivent aujourd'hui à l'âge adulte, le prix à payer pour avoir de quoi se nourrir, se vêtir et se loger, sans même parler d'aspirations plus élevées, est simplement d'accepter sans mot dire l'absurdité des tâches, toutes les compromissions, ainsi que la collaboration, directe ou indirecte, au saccage et à la destruction. Le salaire de la peur, ça n'est jamais que la servitude. Que peuvent-ils faire, ceux qui n'en veulent pas ? Ceux qui n'entendent se satisfaire ni des miettes que cette société voudra bien leur laisser, ni du spectacle compensatoire de son dépérissement ?

Personne ne sait précisément ce qui va arriver dans les prochaines années. Mais dans toutes les couches de la société se propage l'intuition de plus en plus claire que nous parcourons en accéléré les derniers chapitres de la civilisation industrielle. Dans ces conditions, à moins de manger son chapeau, il n'y a rien à attendre des institutions et des groupes qui persistent à inscrire leur action dans l'optique d'une survie du capitalisme industriel. Le premier devoir de tout mouvement politique est donc de discréditer la posture gestionnaire, celle qui se prétend « raisonnable » alors qu'elle pose les problèmes dans les mêmes termes que l'oligarchie en place, qu'elle partage avec elle le même imaginaire, la même conception de la vie, la même *déraison*.

Il ne s'agit pas de gérer mais bien d'interrompre une machinerie de plus en plus folle. C'est d'ailleurs la principale légitimité des blocages en tout genre : interrompre

ne serait-ce que temporairement le fonctionnement normal de ce monde est au fond bien plus pragmatique que les programmes de tous les gestionnaires « crédibles » du capitalisme et des mouvements sociaux. C'est l'une des rares façons de rompre avec l'état d'esprit et les conduites prescrits d'une façon de plus en plus autoritaire afin, peut-être, de se demander simplement où nous en sommes, et ce que nous pouvons faire. Mais sous les fracas de « l'histoire bataille » des affrontements, comment éviter de ne pas replonger comme en apnée entre deux mouvements sociaux ? Une des réussites des mobilisations sporadiques qui agitent depuis quelques temps les universités, et qui en réalité n'en font qu'une, pourrait résider dans la constitution d'un milieu engagé contre le fonctionnement normal de la recherche scientifique.

Pour nous, il faut avant tout lutter contre la grande précarité : dénouer les innombrables fils qui rendent notre existence tributaire de la machinerie industrielle et de la finance mondiale. Aider l'économie à s'effondrer, tout en se donnant les moyens de ne pas crever sous les décombres. Cela implique de constituer, patiemment, des milieux de vie où l'on puisse produire ses moyens de subsistance sans le concours de la grande industrie, et où émergent de nouveaux rapports humains, dégagés d'elle. Tourner le dos aux supermarchés ; renouer avec le principe des mutuelles, à échelle réduite, et inventer ou re-découvrir des systèmes de prêts ; cultiver des techniques et des connaissances compatibles avec un monde plus vivable. Autant de coups d'épingle qui font signe, chaque fois, vers une voie de sortie du capitalisme industriel, ouvrant des brèches locales dans l'universalisation de ses lois et de ses effets. À terme, s'appuyant sur des réalisations de ce genre, nous appelons de nos vœux la création d'un mouvement plus large, qui pourrait tirer

parti de sa diversité en menant de front une reconquête des moyens de subsistance et une multiplication de guérillas locales contre l'industrie. En se tenant à l'écart de la politique politicienne, en multipliant les assemblées et les luttes autour de constats et de recherches bien concrets, nous pourrions tenter de nous soustraire à l'écrasement bureaucratique. En d'autres termes, tirant les leçons de la Résistance, tenter de «reconstruire un domaine public sans l'appareil officiel, où tout le travail qui compte dans les affaires du pays est effectué en actes et en paroles»³¹, là où il s'impose et par ceux qu'il concerne.

Groupe Oblomoff

INTERVENTIONS

Ce texte a été écrit à l'occasion de la préparation des États Généraux de la recherche, organisés à Grenoble en octobre 2004, et qui se voulaient le point d'orgue du mouvement Sauvons la recherche. Leur tenue fut perturbée par une série d'événements organisés à l'initiative de Grenoblois avertis, visant à mettre en cause les réalisations de la science. Le Groupe Oblomoff s'est constitué dans le sillage de ces journées mouvementées³².

DES CRÉDITS, POUR QUOI FAIRE ?

Le mouvement Sauvons la recherche s'est constitué en réaction au projet gouvernemental de restriction budgétaire. Cette mobilisation, à très haute visibilité médiatique, véhicule un discours scientiste que nous devons réfuter d'urgence.

L'argumentation de la pétition Sauvons la recherche soutient que la baisse des crédits alloués à la recherche pénalise la compétitivité de la France, qui s'expose de cette façon au risque d'une « fuite des cerveaux » – anomalie anatomique pour le moins préoccupante. La coupe budgétaire serait également défavorable au « rayonnement culturel de la France » ; enfin, la science ne doit en aucun cas être limitée à sa rentabilité économique car elle est utile à la société. Sans recherche, nous apprend-on, pas de téléphonie mobile. Pas de cristaux liquides.

Dénonçons dès à présent le cynisme de cette conception utilitariste de la science, qui cherche à impliquer, sinon émouvoir, la masse des contribuables non-spécialistes. La conception – du reste erronée – d'une science neutre, motivée par la saine curiosité intellectuelle et la passion de la découverte, a dorénavant cédé le pas à une argumentation qui, malgré son cynisme, a le mérite de

révéler le vrai visage de la science moderne, rattachée par des liens organiques à la société industrielle qu'elle alimente en *progrès* (dans un premier temps militaires, mais néanmoins aisément *gadgétifiables*). Nous dénonçons donc la recherche actuelle car ses objectifs, ses contenus, ses outils, la manière dont sont sélectionnés les chercheurs ne font que répondre point par point aux besoins de la société industrielle.

Les applications industrielles de la recherche scientifique ont permis un développement considérable des forces productives ainsi que la rationalisation de la société. Dans le même temps, les désastres écologiques et la décomposition sociale, qui en sont les conséquences inévitables, génèrent une demande sociale de protection de l'environnement, de gestion des risques, de thérapies pour maladies nouvelles et de psychotropes destinés à soulager les souffrances de l'humanité face à sa déshumanisation organisée. De la droite, la recherche fournit bienveillamment les palliatifs dérisoires au désastre qu'elle orchestre de la senestre. Il est donc juste de dire, à l'instar de ses défenseurs, que la recherche scientifique n'est pas seulement utile du strict point de vue de la croissance économique et qu'elle n'est pas réductible à un investissement rentable. Elle est la clé de voûte et la justification centrale d'une société qui ne peut plus se fonder que sur l'illusion d'une amélioration constante des conditions de vie. Tant que l'espérance de vie (médicalement assistée) augmente, qui donc oserait protester ?

C'est pour cette raison que nous condamnons la recherche. Pour sa contribution au *progrès* et pour toutes les découvertes qui font désormais partie de notre vie quotidienne : centrales nucléaires et téléphones portables, industrie agro-alimentaire, pesticides, voitures, TGV, tapis roulants, silicone...

Les découvertes scientifiques sont essentielles tant à la création technique de produits, souvent nuisibles, dont l'utilité sociale n'a jamais été mise en question (et encore moins décidée démocratiquement) qu'à la satisfaction de nouveaux besoins que cette production fait naître. Le tout a lieu dans une surenchère technologique où l'humanité est à tous les coups perdante – parce qu'elle est devenue l'ennemi. Quand elle est dépourvue d'applications pratiques, la recherche sert, via une présence médiatique, à rehausser le blason des chercheurs.

Découverte spatiale et préhistoire représentent, au même titre que les maladies orphelines, les chevaux de Troie par lesquels la société industrielle extorque littéralement l'adhésion des individus à la nécessité de la recherche.

Il est plus qu'urgent, aujourd'hui, de démystifier la recherche. « L'image du scientifique prenant un plaisir fou à son activité quotidienne en quête de la vérité est stupide. » (Roger Belbéoch) En pratique, l'activité du chercheur est ultra-spécialisée; elle consiste, dans une large part, à piller les résultats de ses confrères (et de ses thésards, s'il en dirige), à chercher des crédits, à produire du résultat et de la publication. Tout ceci relève davantage de l'absurdité bureaucratique que de la passion pour le bien-être de l'humanité.

Dans ce contexte, le mouvement de défense actuel est coupable d'opacifier les tenants et les aboutissants de la recherche, de son rôle dans une société qu'elle a contribué à rendre si *moderne*. La recherche scientifique a aujourd'hui le cynisme de se présenter comme une espèce en voie d'extinction aux côtés de celles qu'elle a activement contribué à faire disparaître.

Les êtres humains sont en réalité confrontés à un phénomène de dépossession très avancé en ce qui concerne

connaissances empiriques et savoir-faire pratiques, ainsi qu'à une dégénérescence physique prononcée (obésité, maladies cardio-vasculaires, cancers) et à la mise en place d'un environnement pathogène durable (radioactivité, pollution de l'eau, etc.).

Face à cette situation dont ils sont coupables car responsables, les scientifiques jouent aux Eichmann et profèrent des énormités.

En synthèse, nous affirmons :

- Que la seule manière dont le progrès scientifique peut régler les problèmes existants est d'en créer de nouveaux, dans une fuite en avant constante.
- Qu'aucun problème social ne pourra être résolu techniquement, mais que cette réduction requiert au contraire la libre discussion, entre êtres humains, de leurs besoins et des moyens de les satisfaire collectivement.
- Que les chercheurs sont tout sauf neutres, que leurs actes ont des conséquences considérables sur l'environnement social et naturel et que nous sommes en droit d'en évaluer le bénéfice éventuel.
- Qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre les financements publics et privés; seul compte l'objectif du projet de recherche.
- Que la recherche fondamentale et la recherche appliquée ont une part égale de responsabilité, car elles remplissent des fonctions également utiles.

Aux chercheurs et aux universitaires qui ne désirent produire ni application industrielle, ni contrôle social, ni justification idéologique à l'ordre des choses, ils nous faut demander s'ils pensent en toute bonne foi partager les mêmes intérêts que les nucléaristes et autres généticiens et s'ils pensent bénéficier des conditions de travail nécessaires à la production d'un savoir indépendant. Si cela n'était pas le cas, nous les incitons à désertir au plus vite

l'Université ou le CNRS, en dehors desquels ils pourront espérer penser librement.

Nous appelons tous les chercheurs en sciences sociales, sciences dures et sciences humaines qui partagent ces points de vue à combattre les comités Sauvons la recherche et unir leurs forces dans un *comité de promotion du sabotage et de répression du scientisme* ayant pour charge de :

- Dénoncer la responsabilité de la recherche scientifique dans la dévastation du monde.
- Dénoncer les sciences sociales, productrices d'idéologie (économie), et de contrôle social (sociologie).
- Combattre le scientisme, le progressisme et l'étatisme jusqu'à leur discrédit total dans l'espoir de fonder une connaissance libre et émancipatrice, totalement impossible à l'intérieur d'une organisation sociale sans autre fin que la surenchère technologique.

CLING (Comité de libération des intellectuels non gouvernementaux)

Octobre 2004

En septembre 2005, pour la première fois, la Fête de la science, organisée tous les ans sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, fut sujette à plusieurs attaques. Tout d'abord, une attaque aux bonnes mœurs, figurée par l'installation, dans le jardin du Luxembourg, d'un stand « FECAL » (Fondation d'entraide aux chercheurs anonymes et lucides); ces pseudo-chercheurs, visiblement alcooliques et très déprimés, furent rapidement évacués par la police. Quelques heures plus tard suivit une plus classique attaque de conférence visant un exposé sur la gestion du risque industriel. Ensuite, une attaque aux œufs pourris, diligentée par un groupe masqué, frappa un dénommé Monsieur Nucléon qui, sur le stand de l'ANDRA (retraitement des déchets nucléaires), initiait les enfants aux prodiges de la fission de l'atome. Pour finir, à l'université d'Orsay, les organisateurs de la Fête de la science durent faire face à une attaque de train, orchestrée par les derniers Indiens du plateau de Saclay.

CECI N'EST PAS UNE FÊTE

La très douteuse Fête de la science à laquelle on nous convie est bien malvenue. À travers cet étrange « foisonnement d'activités et de manifestations », cet étalage de tubes à essai et de posters colorés, on s'emploie activement à nous jouer « Martine au labo », sur le modèle de ces historiettes élaborées pour faire croire aux enfants qu'ils sont encore nourris avec des produits de la ferme, alors que tout se passe dans de sinistres hangars concentrationnaires.

Quand les désastres s'accumulent et que se multiplient les signes d'une destruction accélérée du vivant, causée par le développement irrationnel des sociétés humaines, les instigateurs de l'événement invitent benoîtement la population à rencontrer les chercheurs, « pour

que les sciences soient un plaisir et pour permettre à chacun d'expérimenter des phénomènes scientifiques, d'apprendre et de découvrir, de s'informer sur le monde de la recherche et des technologies ». Derrière le discours de consensus autour d'une improbable science neutre, il s'agit manifestement d'honorer la hardiesse de la recherche française, son esprit d'entreprise et son culte de la performance – tout en suscitant ces vocations mortifères dont le capitalisme a le secret.

Psalmodie macabre de nos lendemains-machines.

Dans le contexte actuel, il serait autrement plus urgent, pour les scientifiques et leurs institutions, de commencer par faire le bilan du rôle de la science et de ses applications depuis une cinquantaine d'années, au regard de ce qu'elles promettaient. Non seulement elles n'ont rien résolu, mais elles ont considérablement aggravé les problèmes de l'humanité, en dégradant les écosystèmes et les milieux de vie, en accentuant le contrôle social, la dépossession des individus, la transformation des êtres humains en matière vivante à gérer et à exploiter. Entre cynisme mercantile et réductionnisme simpliste, la recherche est en passe de dissoudre tout idéal d'émancipation politique.

Le souci de scientifiques dignes de ce nom devrait donc être de mettre un terme à cette fuite en avant. En premier lieu, en s'opposant activement aux ineptes « priorités » du ministère délégué à la Recherche, qui relèvent toutes du même délire scientifique. En dénonçant la multiplication des antennes GSM, la prolifération des OGM, le développement incontrôlable des bio- et nanotechnologies, l'eugénisme patenté des thérapies cellulaires.

En contrant la dérive managériale qui affecte tous les laboratoires de recherche et qui, en accroissant l'esprit de compétition et la précarité pour le plus grand nombre,

les empêche de s'interroger sur la signification de leur travail.

Ou encore en développant les savoirs et les techniques qui pourraient s'avérer indispensables à l'avenir : épidémiologie, techniques douces, histoire..., savoirs qui sont généralement les parents pauvres ou les cache-misère des programmes de recherche d'aujourd'hui.

Tout ceci pourrait bien avoir quelque chose d'exaltant, mais nous emmènerait très loin de l'irresponsable « atmosphère conviviale et ludique » décrétée par les organisateurs de cette niaise et indécente célébration. La fête est finie: place au scandale.

Des trouble-fête

Septembre 2005

PEUT-ON ARRÊTER LE TRAIN DE LA SCIENCE ? Le cas des Indiens de la faculté d'Orsay

En ce dimanche d'octobre, vers 15 heures, la gare RER de Bures-sur-Yvette est tout à fait grise – des Escalator aux pourtours de béton, du ciel aux maisonnettes de banlieue. Une berline passe de temps à autre, encore fumante et ronronnante d'un long déjeuner. Il pleuviote.

Arrivée du RER B en provenance de Paris. Une bande de jeunes sort du train et se regroupe sur le quai. Au nombre de vingt, ces individus sont habillés de blouses blanches et coiffés de plumes, les visages striés de maquillages de guerre. D'aucuns brandissent des arcs en bois. Plus

exactement, on compte une majorité d'Indiens de foire, multicolores et vulgairement fardés, tandis que se distingue au centre, une poignée de fiers Hurons, sobres et agiles. On devinerait là l'un de ces bizutages estudiantins ; ce serait sans compter leur œil torve, et la tension un peu solennelle avec laquelle ils s'organisent.

Les Indiens s'avancent jusqu'aux abords du campus de la faculté d'Orsay, rejoignant les premiers préfabriqués. Des panneaux indiquent çà et là la présence d'un petit train, installé à l'occasion de la Fête de la science et permettant aux visiteurs de se rendre dans les divers laboratoires de la faculté afin de « s'informer sur l'avancée des progrès scientifiques et de mieux comprendre le monde de demain ». L'endroit, quoique désert, convient à la troupe. L'un des Indiens allonge son profil le long de la route, et, enthousiaste, lance un signal affirmatif à ses compagnons. Ils se postent derrière un buisson. Une cinquante locomotive rouge se profile au niveau des Indiens... Frémissement de plumes dans les bosquets... D'un bond, ils se précipitent, poussant des hululemens stridents et la prennent d'assaut.

Depuis le sommet des wagons qui tremblent sous leur poids, ils agitent de larges drapeaux noirs ; lancent des tracts aux passagers. L'un d'eux temporise auprès du conducteur, lequel accepte la cassette qui lui est tendue. Retentit alors dans les wagons *La Java des bombes atomiques* et quelques chants communards. Le train se met ensuite à vibrer au son d'un canon en trois mouvements : Ordre ! Croissance ! Progrès ! Rentabilité ! – Production ! Sélection ! Destruction ! – Science ! Croissance ! Obéissance ! En contrepoint, divers slogans guerriers plus ou moins élaborés sont semés sur le parcours – À bas la croissance ! Honte à la servilité des scientifiques ! – et repris par les marmots, secoués d'enthousiasme dans les

wagons. Les voix résonnent dans le sillage du petit train et provoquent la perplexité des passants.

Le petit train rouge rejoint bientôt la gare de fortune qui fait office de comité d'accueil de la Fête de la science. Alors qu'il va s'arrêter, les Indiens considèrent avec envie un second Petit Train de la science, blanc cette fois, et prêt au départ. D'un bond, ils sautent à bord, étouffant de leurs hurlements barbares les colériques protestations du conducteur. En guise d'explication, des textes et des tracts sont jetés aux hôtes et aux visiteurs bousculés.

Les Indiens se regroupent ensuite devant un laboratoire de biologie végétale, pénètrent dans le hall d'accueil en poussant des cris sauvages, et ils pillent le goûter destiné aux visiteurs. Puis ils se manifestent avec véhémence dans la salle d'exposition pédagogique, où de nombreux enfants sont en passe d'être initiés à la manipulation génétique des organismes végétaux. Parvenus à distraire les mômes à coups de chocolat et de bonbons, ils bloquent le passage des voitures et ordonnent aux conducteurs endimanchés la lecture des tracts. Les vigiles interviennent à nouveau, tentant de rétablir la circulation, au demeurant assez modeste en ce milieu d'après-midi.

Plane un nuage de lassitude : les promeneurs ne semblent pas avoir envie d'entendre parler des ravages de la technoscience, et quelques jeunes squaws sont fatiguées de faire courir l'hôtesse qui cherche à récupérer son matériel (« Ah noooooon ! Pas les balloooooons ! »). On ne sait pas très bien, du reste, où se trouvent les autres laboratoires. Heureusement, le bâtiment B62 est bordé par une clairière où les Indiens, ayant appelé à un pow wow, s'installent. C'est alors qu'apparaît inopinément au milieu de la verte prairie le doyen de la faculté d'Orsay, quarantaine bureaucrate. Il demande aussitôt à parler au chef.

– Non, Cheveux-Gris, cette tribu n’a pas de Grand Sachem.

Se pliant à l’horizontalité inconditionnelle du pow wow et à la station tailleur, le doyen s’enquiert des sources du conflit.

(Fragments)

– Notre mère la Terre a été souillée.

– Nous voulons récupérer la terre de nos ancêtres.

– Cette faculté a été bâtie sur un vieux cimetière indien.

– Les Visages pâles qui réalisent des bio- et nanotechnologies sont d’irresponsables criminels et des ennemis de la liberté et de la dignité.

Mû par une vague réminiscence des mouvements sociaux indigènes, le doyen tente d’amorcer un processus de négociation. Le plus docte des Indiens de foire émet alors cette motion pleine de sagesse :

– Nous pourrions discuter sur la base du démantèlement de toutes les installations nucléaires françaises d’ici... vendredi ?

C’est ainsi que le doyen les avise du caractère indésirable de leur présence et les enjoint de quitter ses terres dans un très court délai.

Encanaillés par cette injonction hostile, les Indiens se livrent à une danse rituelle sous les yeux des visiteurs, des vigiles et des organisateurs massés à l’orée du champ. Ils décident de partir en courant dans n’importe quelle direction, afin de susciter l’inquiétude générale. Ils se resserrent et font mine de se concerter, un bras se lève ; on entend un « Par là ! » autoritaire, et la troupe se précipite à toutes jambes en direction de l’est. S’essouffant quelques mètres plus loin, ils aperçoivent le petit train rouge, qui accélère rageusement à leur rencontre. Au son de cris sinistres, ils le prennent en chasse. Les plus aguerris par-

viennent à sauter à bord. Un membre mélancolique de la tribu s’allonge sur la voie et manque d’y perdre la vie, évité de peu par la locomotive. La tension monte. Les Indiens courent vers la forêt afin de semer le véhicule des vigiles, qui s’engage à leurs trousses sur les sentiers de traverse. Les crépitements familiers du sous-bois automnal apaisent les Indiens, dont certains jouent à se tapir dans les feuillages et à bondir sur les promeneurs.

Parvenus à un complexe sportif à l’usage des laborantins, certains tirent parti d’une incommensurable surface de mur vierge pour y inscrire « LUDD EST DE RETOUR » tandis que les autres parviennent à désorienter le véhicule des vigiles qui débouche subitement d’un sentier... Quelque temps plus tard, au pied d’un grand chêne, un second pow wow, qui menaçait de virer à la bataille de glands, est interrompu par l’arrivée des tuniques bleues. Leur monotone attirail, gazeuses et matraques, dispose les Indiens, somme toute satisfaits, à s’éloigner d’un pas nonchalant en direction du RER.

Septembre 2005

À l'occasion de l'inauguration de l'exposition « Nanotechnologies » à la Cité des sciences et de l'industrie, chercheurs, industriels et acteurs politiques s'étaient réunis les 19 et 20 mars 2007 pour « débattre avec le public » des enjeux et des risques des nanotechnologies. La tribune se composait presque entièrement d'apologistes de cette nouvelle vague industrielle. Dans le climat d'attente fiévreuse précédant l'arrivée du ministre délégué à l'Industrie, François Loos, les dernières heures de la séance de conclusion sont ubuesques. « Il ne nous reste plus qu'un quart d'heure pour les libertés individuelles » lance le médiateur au micro, tandis que Philippe Lemoine, commissaire à la CNIL et co-président du groupe Galeries Lafayette, se réjouit que les consommateurs puissent bientôt télécharger la composition des produits en vente sur leurs téléphones portables. Ensuite commence le « débat public » : les invités officiels rendent leurs conclusions sur l'état de l'opinion. « Nous avons été surpris de voir que le public pouvait avoir des opinions éclairées », note Marc Lipinski, vice-président de la région Île-de-France. « Il a fallu laisser de côté les propositions trop radicales consistant à se demander s'il ne fallait pas tout arrêter », conclut Jean Caune, vice-président de l'Agglomération grenobloise.

Le ministre arrive – trop tard pour faire intervenir le public, tant pis. Chacun ajuste sa cravate ; frémissements. François Loos s'avance à la tribune, mais depuis l'amphithéâtre, un autre discours s'interpose : « Monsieur le nano-ministre, Mesdames, Messieurs les sous-fifres ». Devant l'assemblée, tandis qu'une large banderole est déployée et que des tracts sont distribués, on rappelle pendant quelques minutes les raisons de l'opposition aux nanotechnologies et plus largement, au développement économique, pour conclure : « Sachez que vous ne représentez rien. »

L'INDÉCENTE PUBLI-CITÉ DES SCIENCES

La Cité des sciences et de l'industrie est décidément à la pointe de la propagande scientiste : déchets nucléaires, biométrie, tunnels alpins, OGM... pour chaque projet technologique crapuleux – ô surprise ! – c'est une nouvelle exposition qui fleurit. Des professeurs y amènent leurs élèves par centaines, pour y apprendre que *Star Wars*, c'est le monde de demain. Après une semaine de séries TV futuristes, le dimanche, les enfants peuvent gambader librement au milieu des robots. Dans ce QG du parti du Progrès, il est bien sûr interdit de diffuser la moindre information indépendante, sous peine d'arrestation. Car malgré ses grands airs d'espace public, ce lieu est concrètement destiné au matraquage publicitaire : culte de la croissance, célébration d'un univers-machine et consécration de la science comme remède unique et obligatoire.

2006 : Vendre la biométrie

Au moment où le gouvernement impose le projet de carte d'identité numérique (INES), et où l'on équipe les premières cantines scolaires de lecteurs biométriques, vlan, une exposition voit le jour, sponsorisée par Sagem Morpho (leader mondial en biométrie). Une présentation ludique invite les enfants à jouer avec les machines, un expert patenté dispense des informations « neutres » sur la carte INES, quelques messages de la CNIL invitent à croire que tout est mis en œuvre pour endiguer les dérives totalitaires de la biométrie. Gratuité, couleurs criardes et novlangue : la pensée unique livre sa guerre éclair, et les journalistes n'y voient que du feu.

2007 : Blanchir les nanotechnologies

Technologies de l'infiniment petit, les nanotechnologies sont depuis des années généreusement financées par l'État, en particulier via la DGA (Direction générale de l'armement) et le CEA (Commissariat à l'énergie atomique). À quoi vont-elles servir? À entretenir la croissance parbleu! En fabriquant quoi? Par exemple, des nano-robots utiles à la police et à l'armée, des Organismes Atomiquement Modifiés pour l'agriculture, des micro-poussières aussi « intelligentes » que polluantes, et des microcomposants pour fabriquer des iPods et autres gadgets plutôt nuisibles et jetés par millions tous les ans. Perspectives avouées : créer un « homme augmenté », doté d'une mémoire numérique, d'implants neuronaux et de cellules remplaçables. Trop cool! Est-il besoin d'ajouter que les rares contre-expertises portant sur la nocivité des nanoparticules sont systématiquement étouffées? Or, depuis 2004, la contestation gagne du terrain.

Décembre 2005 : les grues du chantier de Minatec (1^{er} pôle européen des nanotechnologies; coût : 300 millions d'euros), à Grenoble, sont occupées.

Janvier-mai 2006 : les pseudo-débats citoyens visant à promouvoir les nanos sont régulièrement perturbés.

Juin 2006 : manifestation à Grenoble contre l'inauguration de Minatec, 1500 personnes réprimées à coups de matraques et d'arrestations.

Tout cela méritait bien une exposition!

Mars 2007

Un matin de décembre 2007, une centaine de personnes investissait la Commission nationale informatique et libertés, au 8 rue Vivienne, à Paris. Issues d'horizons divers, elles étaient déterminées à prononcer solennellement la dissolution de l'institution, ce qui ne pouvait être fait qu'en assemblée plénière. Après une certaine confusion, toutes les personnes présentes dans les locaux se sont installées dans la très officielle salle de réunion en compagnie de quelques journalistes et des occupants. Ceux-ci ont fait valoir leurs arguments en faveur de la dissolution au cours d'une longue discussion pendant laquelle la parole a été répartie équitablement entre les présents, quel que soit leur statut au sein de l'institution, au grand dam du secrétaire général Yann Padova. Après ce débat de trois heures consacré aux diverses facettes de l'aliénation contemporaine, les occupants, dont plusieurs étaient venus à Paris pour l'occasion, ont fait part de leur projet de s'installer quelque temps dans les locaux désormais désaffectés, par commodité mais aussi pour travailler au démantèlement des technologies controversées. Tout porte à croire que le déballage de victuailles et de matériel de couchage qui a suivi a semé la panique parmi les membres de la CNIL, car ceux-ci, malgré la pertinence et la cordialité des débats, ont rapidement fait intervenir les forces de police pour déloger les occupants.

DISSOLUTION DE LA CNIL Le temps des marchands de sable est passé

Depuis sa création en 1978, la Commission nationale informatique et libertés n'a jamais cessé de justifier et de faciliter l'exploitation numérique de nos vies.

Main dans la main avec les gouvernements et les industriels, elle a concrètement travaillé à ce que l'inac-

ceptable semble acceptable, en réduisant la liberté au contrôle des flux informatiques.

Sa mission a consisté à endormir toute critique et toute révolte, en jugeant à notre place et en notre nom de ce qui pouvait porter le nom de liberté. Le marchand de sable a bien travaillé: en vingt ans, les pires anticipations de la science-fiction se sont matérialisées dans l'impuissance générale.

C'est pourquoi nous proclamons aujourd'hui la dissolution officielle de la CNIL. Ainsi la «révolution numérique» cessera-t-elle d'apparaître comme une nécessité inéluctable porteuse de dérives, mais bel et bien comme une pathétique contre-révolution imposée par les industriels et les gouvernants. C'est désormais à nous tous qu'il revient de juger de ce qui est, ou non, compatible avec la liberté. Aujourd'hui, vendredi 14 décembre, nous sommes venus de toute la France occuper les locaux de l'institution défunte. Nous pensons nous y établir quelque temps afin de concrétiser les objectifs suivants, qui constituent selon nous les conditions élémentaires de notre remise en liberté:

- Le bannissement de la biométrie et des puces RFID
- L'abolition de la vidéosurveillance sous toutes ses formes
- Le démantèlement des fichiers de police (STIC, FNAEG, JUDEX, etc.)
- L'abolition de la carte d'identité

Expliquons-nous.

Contrôle, surveillance et traçabilité sont désormais un mode de vie. C'est *le fichage systématique*: STIC, FNAEG³³, Velib' ou Navigo. C'est *l'accompagnement permanent*: téléphone portable ou GPS. C'est *le regard perpétuel*: vidéosurveillance ou cookies. Ces nouvelles tech-

nologies, en pénétrant toutes les activités humaines, ont rendu l'anonymat obsolète.

Beaucoup se contentent de l'illusion d'être, grâce à la gestion électronique, protégés contre le voisin pédophile, les retards de trains, les agressions inopinées. Bien peu réalisent que cette sécurité totale – et totalement fantasmée – contre le temps perdu et les événements fortement improbables, se paie d'une vulnérabilité inédite à l'égard de l'État et des entreprises. La France d'aujourd'hui, c'est pour certains une grande prison, pour d'autres une vaste garderie, c'est en tout cas un traitement continu de la population, tantôt bien traitée ou maltraitée, mais certainement toujours gérée. Nous ne sommes plus que « des chiffres dans des graphiques que dressent des imbéciles ». Les industriels et l'État ont fait de nous les jouets de la marchandise numérique, devenue un mode de vie incontournable. Incontournables ainsi, ses effets dévastateurs sur la santé et l'environnement, depuis les ondes électromagnétiques jusqu'à la pollution inédite générée par ces milliards de gadgets. Inévitables, ses effets délétères sur les relations humaines, disloquées par les sollicitations permanentes des machines, et prisonnières d'une tyrannie de la nouveauté qui rend nos grands-parents, et parfois nos parents, « complètement hors du coup ». De 1978 à 2007, la CNIL fut l'instrument privilégié de cette progressive réduction en esclavage, qu'elle facilita considérablement, en la présentant comme nécessaire et conforme à la liberté.

Brève histoire de la CNIL

« Le marquage au fer des Indiens réduits en esclavage était devenu une pratique courante. En 1526, un décret royal parvint aux Amériques, stipulant que dorénavant, le marquage devrait être réalisé en présence d'un représentant de l'État, et une fois seulement que le statut de l'Indien concerné ait été vérifié. [...] »

Mais rien ne changea, bien que certaines sources indiquent qu'un gouverneur libéra un cargo d'esclaves que l'on envoyait illégalement aux mines. Avant de les remettre dans un bateau à destination de leur encomienda, il les fit marquer au fer rouge avec l'inscription "libre", pour annuler le marquage au fer rouge du propriétaire illégal.»

Hans Koning, *The Conquest of America*.

La CNIL fut créée en janvier 1978 par des bureaucrates, et dissoute en décembre 2007 par une partie du peuple.

Sa création coïncide avec le scandale provoqué par le premier grand projet de fichage informatique par l'État, le projet Safari, en 1974³⁴. Il devint clair à ce moment-là que l'informatique donnait à l'État des moyens de contrôle sans commune mesure avec ceux du passé, l'interconnexion des fichiers facilitant l'organisation de rafles et de persécutions diverses. La CNIL servit donc d'emblée à endormir les citoyens : vous aurez le fichage informatique, mais vous pourrez connaître et rectifier ces données grâce à la CNIL. Ce qui s'est rapidement révélé aussi absurde qu'impraticable. En tant qu'émanation de l'État, il allait de soi que la CNIL ne s'opposerait pas au développement croissant des pouvoirs de l'État grâce à l'informatique. Il allait aussi de soi qu'elle ne voudrait pas brider le formidable développement industriel offert par la gadgetterie électronique, vecteur d'une croissance illimitée.

Les dix-sept commissaires de la CNIL, tous grands commis d'État, se sont presque toujours distingués par leur complaisance à l'égard des diktats du marché et des gouvernements. Plus encore, certains ont joué un rôle remarquable dans la mise en place de la surveillance automatisée et des gadgets numériques.

Philippe Lemoine, en cumulant illégalement les fonctions de commissaire à la CNIL et de PDG de Laser et de Cofinoga, est en bonne position pour arbitrer équita-

blement le brûlant conflit d'intérêts qui oppose les industriels aux défenseurs des libertés. Dès 2005, à Caen, la société Laser, qu'il dirige, teste le paiement automatisé par le téléphone portable. Fin 2006, Laser met en place aux Galeries Lafayette le paiement à distance grâce à la technologie RFID des puces sans contact.

Alex Türk, président de la CNIL à partir de 2004 et sénateur de droite, se décrédibilise très tôt en rendant la CNIL juridiquement impuissante face aux fichiers concernant la sûreté d'État (Défense, sécurité publique) – ce pour quoi elle avait été initialement créée. Il est en effet rapporteur au Sénat de la refonte de la loi informatique et libertés de 2004, qui ôte à la CNIL ses pouvoirs contraignants et légalise tous les fichiers de police jusque-là hors la loi.

En 1995 (loi Pasqua), la CNIL avalise la généralisation de la vidéosurveillance. Le 9 juillet 2007 (AFP), Alex Türk rappelle publiquement : « La CNIL n'est pas contre la mise en place de réseaux de vidéosurveillance par principe. »³⁵ En 2005, la CNIL déclare que « les Français devront accepter un affaiblissement des libertés individuelles afin de renforcer la sécurité collective » et approuve de nouvelles mesures sécuritaires au nom de la lutte anti-terroriste.

Il est donc peu surprenant que la période d'exercice de la CNIL ait coïncidé avec un développement accéléré du gouvernement numérique, comme l'illustre cet inventaire de procédures officiellement déclarées compatibles avec la liberté par la CNIL :

- Le passe Navigo et ses nombreux avatars (décembre 2004)
- Les spams « dans le cadre professionnel » (mars 2005)
- Microsoft et Vivendi autorisés à utiliser des logiciels espions pour dénoncer les internautes usagers du *peer-to-peer* (avril 2005)
- La carte de fidélité biométrique (avril 2005) – les assureurs médicaux autorisés à constituer des fichiers de

prescription de leurs assurés (AXA en 2004, Groupama et SwissLife en 2005)

- La biométrie dans les cantines scolaires (janvier 2006)
- Les entreprises de location de voitures autorisées à ficher les conducteurs auteurs d'infractions (juillet 2006)
- Le passeport biométrique
- La biométrie faciale – reconnaissance automatique des visages par les caméras – autorisée « à des fins de recherche » (février 2007)
- Le dossier médical personnalisé, c'est-à-dire informatisé (mai 2007) – les compagnies d'assurances autorisées à mettre des mouchards électroniques dans les véhicules de leurs assurés (septembre 2007).

Jusqu'à la dissolution officielle de la CNIL en décembre 2007, rares ont été les habitants du territoire français à réaliser que l'on se moquait d'eux. Bien qu'on ait pu parfois entendre, au détour d'un bistrot de quartier, préférées avec lassitude, ces quelques sages paroles : « La CNIL ? Pfff...c'est du pipeau. »

D'une certaine manière, c'était plus grave que ça. La CNIL fut positivement impliquée dans la mise en place de la société numérique, qu'elle avait pour tâche de rendre à la fois potentiellement menaçante et objectivement acceptable. C'est pourquoi la CNIL releva moins de la simple fumisterie que d'une excellente agence de développement du monde numérique.

En somme, le travail de l'institution se résuma à trois choses :

1. Mettre en place de façon provisoire, là où de nouvelles formes de surveillance numérique étaient créées, des contrepoids aussi futiles qu'elle-même.
2. Piloter en amont des projets industriels indéfendables de façon à les rendre compatibles avec le niveau de

servitude médiatiquement annoncé comme acceptable³⁶.

3. Enfermer la question de la liberté dans une expertise incompréhensible de façon à désarmer toute opposition aux technologies informatiques.

Votre liberté, les experts s'en chargent (c'est trop compliqué pour vous)

Des écrans partout. Des ondes électromagnétiques dont on ne sait rien, sinon qu'elles sont nocives. Des métiers qui se transforment ; certains qui disparaissent. Des publicités qui surgissent de nulle part et s'individualisent. Des machines qu'il faut acheter pour travailler et « être à jour », et ensuite jeter, sans avoir jamais compris comment elles marchaient. Tous ces objets qui carburent au nucléaire et battent tous les records de pollution. Qui l'a vraiment choisi ? Qui l'a vraiment voulu ? Au nom de quoi et de qui la CNIL décida-t-elle que ces transformations de nos modes de vie étaient compatibles avec la liberté ?

L'existence d'une Commission informatique et libertés a pour principale fonction de faire en sorte que la population apprenne à ne plus juger. Car les experts en libertés qui la composent sont devenus les seuls dépositaires de la « bonne critique ». La biométrie, c'est bien ou c'est pas bien ? Ça va, la CNIL l'a autorisée. Bien évidemment, la « bonne critique » selon la CNIL – c'est-à-dire selon l'État – est une critique ouverte sur l'avenir, constructive, responsable. Une critique qui ne refuse pas en bloc les innovations, mais qui les accepte en posant des garde-fous dont il est pourtant évident qu'ils tomberont d'eux-mêmes une fois le système mis en place. Vous connaissez beaucoup de gens qui portent plainte quand ils reçoivent

des spams non désirés ? Vous pensez vraiment que les patrons ne se serviront pas de la biométrie et du GPS pour fliquer les employés, maintenant qu'ils sont autorisés « sous conditions » ? Et si, s'apercevant que ces technologies servent uniquement les intérêts des pouvoirs, on ne voulait pas de biométrie du tout ? Pas de RFID du tout ? Pas de tests ADN du tout ? Allons... ce n'est pas responsable.

L'expertise en matière de liberté sert tout simplement à adapter nos critères de jugement et nos valeurs à la société voulue par les dirigeants. Évacuant tout questionnement d'ensemble, toute révolte sensible, les experts ès libertés élaborent purement et simplement une éthique de robots. La transformation des modes de vie de toute la population est ainsi soumise à des questionnements purement techniques, d'une complexité digne des controverses théologiques. La CNIL ne demande pas, à propos des RFID : « Pourquoi gérer les personnes comme des produits de supermarché ? », elle considère que « le stockage des données dans le système informatique relié au dispositif doit être à durée limitée ». Elle ne dit pas, à propos de biométrie : « Les gens ne sont pas des codes-barre », mais : « Le degré d'intrusion du système biométrique en vigueur doit être proportionné à la finalité poursuivie. » La CNIL ne se préoccupe pas de dignité, parce qu'elle considère a priori normal que nous soyons gérés comme des marchandises. Peu à peu, tout le monde s'habitue à penser dans la novlangue « informatique et libertés », et la liberté en vient à signifier le contrôle des flux informatiques émis par le troupeau humain.

La liberté restera un vain mot tant que nos vies seront pilotées par les industries et les administrations. Quelle dignité nous reste-t-il, quand la traçabilité numérique nous octroie tour à tour le statut de criminel, de maniaque en puissance ou de paquet de lessive ? De quelle

indépendance pouvons-nous bénéficier, quand la marchandise s'immisce dans chaque geste de la vie quotidienne ? À quelles conditions le fait de vivre ensemble peut-il avoir du sens, à l'heure où tout est fait pour convaincre les plus jeunes que seule la vie numérique est digne d'être vécue ? Si nous ne voulons pas être les éternelles victimes du fait accompli, c'est à nous, qui vivons dans ce pays, de décider ce qu'est la liberté, et de nous opposer collectivement à ce qui la rend impossible.

Et la lutte paie ! Dans un certain nombre de lycées en France, la mobilisation des élèves et des professeurs contre la biométrie a permis de se débarrasser des machines, ainsi à Digne-les-bains, au lycée Ravel (75020) et au lycée Marcel Lamy (75018). Ce sont pourtant ces mêmes machines que la CNIL autorise systématiquement depuis 2006.

Les illusions de la CNIL (Comment s'en débarrasser)

Illusion 1 : La CNIL est indépendante.

La CNIL est si proche des pouvoirs qu'elle est presque complètement indépendante de la société française. Son président, Alex Türk, fut rapporteur au Sénat du fameux projet de loi informatique et libertés de 2004 qui a considérablement affaibli les pouvoirs de la CNIL. Philippe Lemoine, cumule illégalement les fonctions de commissaire à la CNIL et de vice-président de la chaîne de distribution Galeries Lafayette et PDG de sa filiale informatique LASER, elle-même filiale de Cetelem-BNP-Paribas. La société LASER fut l'une des premières à introduire en France le paiement sans contact RFID, qui, en matière de licenciements et de marketing direct, ouvre des perspectives très alléchantes.

Illusion 2: La CNIL permet de faire respecter ses droits.

La CNIL, en théorie, permet de faire valoir le peu de droits qu'il nous reste vis-à-vis du déferlement numérique, la dérisoire connaissance-et-rectification-après-coup-de-ses-données-personnelles. Un journaliste du Monde a calculé qu'au rythme actuel, il faudrait sept mille ans pour que les personnes figurant sur le STIC aient accès à leur fiche et puissent la corriger... oula!... mais attendez... rectifier ses données personnelles, est-ce que ce n'est pas plutôt participer soi-même à son propre fichage?! Et c'est ça, nos «droits»?!

Illusion 3: La CNIL protège nos libertés.

Selon la CNIL, le seul problème que pose l'informatique pour la liberté est celui des conditions de gestion des données personnelles – chose sur laquelle elle n'a concrètement aucun pouvoir. Les conséquences néfastes de la «révolution numérique» qui nous a été imposée n'ont jamais posé problème à la CNIL: fichage systématique, dépendance au quotidien, perte d'autonomie et de savoir-faire techniques dans les métiers, désastre écologique, restructurations perpétuelles. En pratique, le travail de la CNIL a consisté, d'une part, à donner une légitimité à des projets industriels manifestement hostiles aux libertés. Et d'autre part, à construire de toutes pièces une définition restrictive de la liberté à notre place, pour complaire aux industriels et aux dirigeants. C'est à nous de protéger notre liberté.

**Groupe Oblomoff / Pièces et Main d'Œuvre
Mouvement pour l'abolition de la carte d'identité (MACI),
Halte aux puces! / Coordination contre la biométrie
Souriez, vous êtes filmés! & Compagnie
Décembre 2007**

Les sciences sociales participent aussi à l'introduction des nouvelles technologies de contrôle. Depuis quelques années, la biométrie fait partie de ces thèmes qui ont le vent en poupe : les débats, les conférences sur le sujet s'accroissent, il y a là des opportunités (sonnantes et trébuchantes) pour les chercheurs et les étudiants. Le tract suivant a été distribué pour la première fois le 24 janvier 2008 lors de la conférence « Biométrie: champs et enjeux » à la Maison des sciences de l'homme à Paris.

L'INDUSTRIE DE LA BIOMÉTRIE RECRUTE : DES CHERCHEURS EN SCIENCES HUMAINES !

Postes offerts, profils attendus et rémunérations :

Collaborateur-technicien : Vous collaborerez directement avec l'industrie de la biométrie, au sein des grandes entreprises et/ou des administrations publiques. En tant qu'ergonome, vous solutionnerez les problèmes d'adaptation des interfaces hommes/machines ; en tant que psychologue ou sociologue du travail, vous aiderez à neutraliser les inquiétudes des salariés, ainsi que celles des consommateurs – voire les résistances populaires. Par votre sens de l'anticipation, votre ingéniosité et vos talents de manipulation, vous contribuerez au perfectionnement de la méthode et de la stratégie *corporate*, et participerez ainsi activement à la dissémination des techniques de contrôle modernes. Votre carrière pourra évoluer en fonction du succès global de l'entreprise et des profits dégagés.

Collaborateur-conceptualiseur : Selon votre discipline, vous produirez ou reproduirez toutes sortes de théories dérivées de la vision progressiste de l'histoire (dévelop-

pement de l'État et du capitalisme industriel = progrès, liberté, démocratisation = histoire de l'humanité), de sorte que les questions soulevées par le déferlement des technologies deviennent inaudibles. Par exemple : en tant qu'économiste, vous multipliez les études quantitatives sur les fantastiques gisements de valeur ouverts par la biométrie. En tant que philosophe de gauche, vous expliquerez que la machine traite tout le monde de la même façon, et qu'il est donc juste d'en mettre partout. En tant qu'historien, vous rappellerez que les techniques bureaucratiques d'identification ont été mises en place à la fin du XIX^e siècle, sous la III^e République (donc elles sont démocratiques, et par conséquent le passeport biométrique, qui les perfectionne, est démocratique).

Ce travail de légitimation ne pouvant être directement financé par les organisations concernées, votre rémunération (prise en charge par l'Université ou le CNRS) risque d'être moindre. Mais vous pourrez compléter notablement les revenus attachés à ce poste grâce aux livres que vous vendrez et aux conférences que vous monnâerez. En outre vous accéderez au statut prestigieux de grand mage de la modernité.

Chercheur opportuniste: Vous considérerez la mise en place des dispositifs d'identification électronique comme un formidable « terrain de recherche », où vous développerez à votre guise toutes les analyses que vous voudrez. Vous excellerez notamment dans la capacité à détailler à l'infini les multiples « usages sociaux » de ces nouveaux outils, ou encore dans la production aléatoire de théories fumeuses sur les mutations de la modernité. Votre rôle sera avant tout de produire du discours et d'occuper l'espace – peu importe le contenu réel de vos interventions. Néanmoins vous insisterez toujours sur la

« complexité » et la « richesse » des questions soulevées, en mobilisant les auteurs à la mode dans vos disciplines, et en évitant soigneusement de vous poser les questions importantes (À qui et à quoi cela sert-il ? Qu'est-ce que cela fait au monde ?). Vous jouerez ainsi un rôle important dans le désamorçage des critiques éventuelles, et contribuerez à faire accepter ces nouvelles conditions de vie comme notre futur indépassable.

Votre salaire et votre prestige seront moins élevés que ceux des collaborateurs directs, mais votre conscience sera préservée. Vous aurez même tout loisir d'avoir une activité « citoyenne » sur le sujet (dans les limites du raisonnable).

Pour tous ces postes, nous privilégierons les candidats dotés d'un solide sens de l'auto-aveuglement, incapables de se mettre en colère, ne tenant à rien si ce n'est à leur plan de carrière, et montrant le plus complet désintérêt pour l'avenir du monde.

Janvier 2008

Ce tract a été rédigé à l'occasion d'une conférence sur ITER, le réacteur de fusion thermo-nucléaire en construction à Cadarache. Cette présentation était programmée à Jussieu à l'occasion de la Fête de la science 2008. Hélas, il pleuvait très fort ce matin-là et un vent glacial soufflait entre les tours de la Faculté de sciences. Personne n'était venu assister à la conférence et même l'intervenante était absente, retenue dans le Sud de la France par une grève de trains.

LE PROJET ITER SAUVERA-T-IL LA PLANÈTE? SEULEMENT L'ÉCONOMIE? OU AUCUNE DES DEUX?

C'est la question que peuvent légitimement se poser les citoyens qui financent déjà ce méga-projet, en construction dans les Bouches-du-Rhône pour un coût total de dix milliards d'euros, encensé dans les médias, et dans lequel des dizaines de pays ont placé leurs espoirs.

Pour tenter de répondre à cette question, notons d'abord que la fusion nucléaire, qui consiste à tenter d'imiter les processus énergétiques du soleil, ne devrait pas produire d'énergie utilisable avant 2050-2080, on ne sait pas trop. Le but de cette installation est de générer une puissance de cinq-cents mégawatts en n'en consommant que cinquante, fournis par une centrale nucléaire classique. Mais ce nouveau réacteur ne produira pas d'électricité pour la bonne raison qu'il n'existe pas actuellement de dispositif pour transformer en électricité le flux de neutrons que va générer le plasma. Les scientifiques espèrent trouver entre-temps une solution à ce petit problème...

Mais imaginons un instant qu'ITER fonctionne et que l'on dispose effectivement d'une énergie abondante avec

presque ou pas de déchets (ce que promettait l'industrie nucléaire il y a déjà 50 ans et dont il est sorti une pollution généralisée pour des milliers d'années).

Cela impliquerait d'entretenir d'ici là une superstructure industrielle capable de fournir un tel effort de recherche, et, selon le modèle de pensée en vigueur, de maintenir une croissance de la consommation d'énergie jusqu'à l'aboutissement de ce paradis d'abondance supposé. Ceci semble intenable, compte tenu du désastre généralisé qu'a déjà provoqué le mode de « développement » industriel. D'autre part, si les États et les industries disposaient enfin de cette énergie illimitée, ils s'en serviraient de la même manière qu'ils l'ont fait ces cinquante dernières années : la logique d'accumulation de puissance propre à ces organisations démesurées prendrait un nouvel essor, et les tendances destructives que l'on a vues à l'œuvre depuis le début de l'ère nucléaire seraient portées à leur paroxysme. Plus aucune contrainte d'ordre naturel ne viendrait limiter la capacité de ces appareils à exploiter nos milieux, ni interrompre la marche productiviste. C'est donc ce qui pourrait nous arriver de pire.

ITER est l'exemple même de la solution technologique censée balayer les problèmes politiques, sociaux et écologiques : plutôt que de reconnaître les obstacles insurmontables que rencontre la société industrielle, on espère les pulvériser à coups de réactions nucléaires. Plutôt que de mettre en question le mode de vie fondé sur une consommation effrénée, plutôt que de remettre en question la dictature d'une économie fondée sur la concurrence et donc, sur l'accumulation et la croissance illimitée de la puissance, les États investissent des milliards dans la fuite en avant scientifique, dans le culte de la « technologie-qui-a-réponse-à-tout ».

À nous, bien loin des laboratoires, d'imaginer et de reconstruire un monde dans lequel il apparaîtrait d'emblée évident qu'un tel projet est d'une remarquable, éclatante absurdité.

Septembre 2008

Ce texte est une réponse à l'émission Envoyé spécial qui, un matin de juillet, avait filmé le groupe en train de perturber une conférence de l'Université de tous les savoirs intitulée « L'homme transgénique ». Le résultat est un film que nous utilisons comme support pédagogique...tant il cumule les défauts du genre.

CE QUE NOUS PENSONS DE NOTRE DESTIN TRANSGÉNIQUE

Le 19 février 2009, Envoyé spécial consacrait un reportage intitulé « Un rêve sans fin » à l'humanité du futur, dont les performances et la longévité seraient décuplées par les prouesses de la génétique et des nanotechnologies. Dans les dernières scènes de ce film, tournées à la faculté de médecine de Paris en juillet 2008, apparaît un « obscur petit groupe » venu interrompre une conférence. De lui, on n'apprend rien, sinon qu'il est *violent* et *antidémocratique*. Passons sur la prétendue violence, réfutée par les images mêmes du documentaire. L'important est de rappeler pourquoi c'est au nom d'une démocratie possible que nous avons dénoncé, comme nous continuerons à le faire, les prétentions totalitaires de la génétique.

Dans cette conférence sympathiquement intitulée « L'homme transgénique : un infini, des possibilités », J.-C. Weil et M. Radman exposaient leurs travaux : induire chez les souris, et plus tard chez les humains, des mutations génétiques permettant de retarder l'apparition du cancer et de prolonger la durée de la vie humaine bien au-delà de cent ans.

Loin d'être *un simple débat d'idées*, comme le dit la journaliste, cette conférence était un exposé des recherches actuellement menées par les principaux instituts

scientifiques français. Ces expériences y sont financées à hauteur de centaines de millions d'euros par les fonds publics et les entreprises de biotechnologie. Il ne s'agit donc pas d'*idées*, mais de réalisations bien concrètes qui déterminent la manière dont on voudrait nous faire vivre demain. La force de frappe des biotechnologies semble assez bien démontrée par l'impuissance à laquelle sont réduits tous ceux qui s'opposent à la diffusion des plantes génétiquement modifiées dans le milieu naturel et dans l'alimentation.

En somme, si les recherches en génétique n'avaient pas une telle puissance d'action sur le monde via le soutien actif de l'État et leur *valorisation* immédiate par les firmes de biotechnologie, si elles n'étaient pas financées par nos impôts, s'il s'était agi, donc, d'un simple débat philosophique, nous ne nous serions peut-être pas dérangés.

Replaçons cette conférence dans son contexte. Il est maintenant avéré que les dégâts provoqués à notre milieu de vie par l'industrie induisent une épidémie de cancers, d'allergies et de maladies nouvelles. L'institution scientifique, loin de s'interroger sur les causes de ces maux, s'attache à bricoler les humains pour les adapter à leur environnement pathogène. Pas de panique, Mesdames et Messieurs, nous avons la solution à tous vos problèmes, l'ultime synthèse, la fin de l'histoire : *l'homme transgénique*. Déjà, l'abondante production laborantine d'animaux transgéniques sert, entre autres choses, à étudier quelles mutations devront subir les humains pour cohabiter avec la radioactivité, la pollution chimique et électromagnétique, etc.

D'ailleurs, il ne s'agit pas seulement d'adapter l'humain, mais de l'améliorer. En gommant certains de ses « défauts » (disaient les conférenciers ce jour-là), comme

celui de ne pas vivre au-delà d'une petite centaine d'années. Puis, par le biais du diagnostic pré-implantatoire, de s'assurer qu'il ne souffre pas de tare. Ensuite, d'augmenter ses « performances », selon les critères en vigueur. C'est notamment ce que dit le généticien Daniel Cohen, bien placé, comme Weil et Radman, dans les institutions scientifiques : « Je crois en la possibilité d'une nouvelle évolution biologique humaine consciente et provoquée, car je vois mal l'*homo sapiens* [...] attendre patiemment et modestement l'émergence d'une nouvelle espèce humaine par les voies anachroniques de la sélection naturelle. » L'industrie de la biotechnologie est bien placée pour tirer un profit maximal du travail de ces darwinistes pressés... de devenir vraiment eugénistes.

Nombre de biologistes ont la mauvaise habitude de confondre l'évolution des espèces et celle des sciences. Pour eux, la biologie prend naturellement le relais de l'évolution millénaire des êtres vivants. Et puisque cette évolution est « naturelle », la récuser n'a aucun sens. C'est précisément ce que dit Miroslav Radman dans ce reportage, quand il commente notre intervention : « S'il y avait eu cette peur du changement au début de la vie, il n'y aurait aujourd'hui que des bactéries. » Une remarque emblématique de l'arrogance naïve des généticiens, qui se prennent pour les concessionnaires d'une aventure commencée il y a 3,5 milliards d'années. Au regard de ce que la science industrielle a réussi à faire de la planète en quelques décennies seulement, des processus incontrôlables qu'elle a déclenchés dans la nature au moment même où elle prétendait la maîtriser, nous pensons qu'il est pour le moins raisonnable de s'opposer à ces recherches. Et ce, avant qu'un comité de sages présidé par *les mêmes* ne vienne dûment encadrer le fait accompli et le certifier éthiquable.

Nous n'avons pas peur du changement. Pour la bonne raison que ce que propose aujourd'hui la génétique, ce n'est pas le changement, mais la continuation du monde tel qu'il va, en pire: des pollutions ingérables, l'objectivation croissante des individus, le remplacement de la politique par des pseudo-impératifs techniques. Quand le capitalisme industriel promet longévité et santé, nous serions tentés de ne pas le croire et de juger sur pièce. Du reste, dans un monde où le fichage génétique s'étend paisiblement, les promesses de longévité deviennent vite prouesses d'aliénation. Nous disons donc que le véritable changement, à rebours des lendemains radieux promis par la biotech, réside dans notre capacité politique à associer les tares des uns et des autres pour produire de la dignité et de l'autonomie.

Groupe Oblomoff
OGM-Dangers
Février 2009

Le texte suivant fut largement diffusé au cours du mouvement de février-mai 2009 qui a touché le monde universitaire (voir aussi « Le salaire de la peur »). Fréquemment pris au premier degré, il était encore visible sur les panneaux d'affichage de certains laboratoires de pointe à l'été 2009.

QUI A PEUR DE L'AVENIR RADIEUX ?

Écartons les malentendus. Nous sommes tous d'accord pour défendre la recherche, ce formidable instrument au service de l'innovation industrielle et militaire depuis au moins un demi-siècle. Nous sommes aussi tous d'accord pour rationaliser son organisation, l'adapter à l'époque. Si nous sommes dans la rue aujourd'hui, c'est qu'il y a débat sur certains paramètres de cette réorganisation, comme le degré de concurrence à mettre en œuvre, ou la forme de l'évaluation. Mais sachons préparer la réconciliation de demain, car chacun s'accorde sur le tableau général : au sommet, il faut renforcer la communauté de vie et d'intérêt entre les managers des laboratoires géants, de la grande industrie et de l'administration. Nous avons en effet besoin d'une élite qui soit capable de détecter les domaines porteurs, de monter rapidement les structures de financement, bref de piloter la recherche au plus près du vent du Progrès. À la base, il faut une armée de petites mains pour assurer la production en chaîne de connaissances standardisées, un personnel qui ne rechigne pas à des tâches très parcellisées et ne se pose pas trop de questions. Si nous battons le pavé à leur côté, c'est parce que ces petites mains ne sont mobilisables que si on leur fait miroiter l'espoir d'une titularisation.

Pour une action efficace, les conséquences négatives de notre lutte doivent être définies, gérées, circonscrites. Or à force de manier inconsidérément certaines idées, comme la défense de la « science pure » ou de la « recherche publique », le mouvement des chercheurs risque d'être entraîné loin de ce pragmatisme responsable. Bien sûr ces mots d'ordre sont très commodes pour nous : par leur degré d'abstraction et de généralité, ils offrent une explication simple et rassurante du monde, sans rien avoir à en dire de précis. Mais prenons garde à ne pas vouloir leur donner de contenu concret. Ce serait révéler qu'ils n'ont jamais désigné grand chose au sein de la recherche réellement existante, et qu'ils y deviennent toujours plus chimériques.

La « science pure » ? Mais de quoi s'agit-il, sinon d'un abus de langage pour désigner la branche de la recherche appliquée qui n'a pas encore trouvé de vastes champs d'application ? Cette illusoire pureté n'est qu'un effet d'optique, car le mouvement même des techniques et des savoirs rend de plus en plus insensée la croyance en une science qui serait pure connaissance, à côté d'une science dite « appliquée ». Il est donc absurde de défendre l'idée d'une activité intellectuelle qui ne soutiendrait pas, au moins indirectement, le développement industriel. Et d'ailleurs : à qui et à quoi une telle science pourrait-elle servir ?

Promouvoir la « recherche publique » ? Pourquoi pas, s'il est bien clair que le terme désigne en réalité la recherche d'État, depuis longtemps inextricablement mêlée à la recherche privée, dont elle partage les objectifs et les manières de penser. Le danger serait d'imaginer une recherche qui serait au service des communautés humaines, elles-mêmes libres de définir leurs priorités, les direc-

tions dans lesquelles chercher mais aussi les limites à poser à l'investigation. Autant faire l'apologie des pertes de temps et de l'erreur humaine ! Il serait criminel de sacrifier ainsi le futur au nom de la prudence et de la démocratie, ces valeurs archaïques.

Bien sûr, les responsables de Sauvons la recherche ne sont pas dupes des mots qu'ils emploient. Il faut bien faire rêver les étudiants pour qu'ils défilent pour nous. Mais qu'en est-il de ces jeunes cerveaux ? Ne risquent-ils pas de nous prendre au mot ? Pour nous, chercheurs, il y a danger : on entend déjà ici ou là parler d'indépendance, de liberté, d'esprit critique. Certains commencent à voir clair dans notre jeu ; on nous reproche notre très ancienne collusion avec ceux qui nous financent et fixent nos grandes orientations. Sans voir que c'est nous qui instrumentons ces pouvoirs, car leurs intérêts immédiats servent parfaitement le grand projet des sciences modernes : l'artificialisation du monde.

Il serait donc particulièrement déplacé d'appeler la recherche à plus de modestie, sous prétexte qu'elle aurait une lourde responsabilité dans le devenir chaotique du monde. Certains esprits chagrins s'effraient devant l'augmentation des taux de cancer, la destruction de la faune et de la flore, l'absurdité de l'organisation sociale, ou l'impuissance grandissante de chacun devant tout cela... Nous y voyons au contraire le signe que notre tâche n'est pas encore accomplie. Ces pertes collatérales ne sont pas l'indice d'un excès mais d'un défaut de gestion scientifique. Il y a là une immense opportunité, un vaste champ de recherche transdisciplinaire qui s'ouvre à nous : de la physique aux sciences sociales en passant par la biologie, tout est à remodeler !

Il faut dire bien haut que nous sommes fiers d'avoir contribué à faire du monde un gigantesque laboratoire, tout comme nous sommes fiers d'avoir transformé l'existence humaine en survie équipée! C'est d'ailleurs ce que disent déjà implicitement tous les participants au mouvement, lorsqu'ils réclament de grands plans pluri-annuels de recrutement dans la recherche et des augmentations de salaires, c'est-à-dire le droit pour tous de participer à ce mode de vie, à son système de besoins, aux saccages et aux guerres qui vont avec.

Et qu'y aurait-il d'autre à faire? Qu'ont-ils à proposer par exemple, ceux qui comme l'obscur Groupe Oblomoff, estiment qu'il faut couper les crédits aux recherches nuisibles et appellent à démanteler l'organisation industrielle de l'existence? Cesser la destruction méthodique du monde? Mettre un terme à son artificialisation? Employer plutôt notre intelligence à comprendre ce qui nous arrive et commencer à se réappropriier pratiquement nos vies? Franchement, nous n'en sommes plus là. Qui peut sérieusement croire que l'avenir aura ce visage?

Hungert Serdan, pour le cercle des éclairés de SLR
Avril 2009

DANS LA RUE MARCEL DUCHAMP SUR L'AIR DE «DANS LA RUE DES BONS ENFANTS», DE BORIS VIAN

Dans la rue Marcel Duchamp
Y avait un colloque savant
Sur la sortie du nucléaire
Et la survie des vers de terre.

Une explosion fantastique
Sema tout d'même la panique
Certains se crurent à Seveso
Mais c'était bien plus ri... golo :

Un ministre polytechnique
Gros comme douze barricues
Avait allègre-ment
Simulé un accident.

Que tous les morts du Progrès
Reposent la conscience en paix,
Cont' l'anarchie climatique
Les scientifiques ont la technique.

De rien ils ne doutent jamais
Même quand leurs modèles bégaient,
Qu'ils entrevoient le néant
Ils disent encore «Allons d'avant!»

Voilà la question sociale
Réglée de manière royale,
Sache que ton plus grand ennemi,
Prolétaire, c'est la chimie.

Les socialos ont tout fait
Pour construire un monde qui plaît
À ceux qui n'ont jamais cru
Qu'le capital l'aurait dans l'cul.

Les cyniques, les nihilistes,
Les technobeaufs et les cuistres,
Non contents d'exploitation
Des hommes ils veulent la destruction!

Dans la rue Marcel Duchamp
Y avait un colloque savant,
Les blouses blanches nous bourrent la tasse
Notre seul monde est à... la cas-se.

NOTES

1. *États Généraux de la servitude*, 2005 (brochure disponible sur demande).
2. Erwin Chargaff, *Le Feu d'Héraclite. Scènes d'une vie devant la nature*, éditions Viviane Hamy, 2006 (première édition en allemand: 1979), pp. 314-315.
3. *Ibid.*, p. 243.
4. *Ibid.*, p. 320.
5. Cf. les conclusions du livre de Theo Colborn, Dianne Dumanoski et John Peterson Myers, *L'Homme en voie de disparition*, Terre vivante, 1998.
6. Cf. par exemple: Geneviève Barbier et Armand Farrachi, *La Société cancérigène*, La Martinière, 2004.
7. « Il ne suffit pas de méditer sur le fait qu'il y a sans doute à ce jour, en 2007, autant de bactéries toxiques qu'il y a quarante ans, lorsque débuta l'utilisation massive des antibiotiques, et que cette fois elles sont, le plus souvent, devenues résistantes. Pour avoir une chance de contrôler ce phénomène et ses conséquences possibles pour la santé humaine, il nous faut comprendre la puissance adaptative des bactéries et interroger l'entreprise d'éradication que nous avons lancée contre elles, avec toute la force de nos moyens industriels, scientifiques et techniques. Avions-nous bien compris la nature et la puissance de nos adversaires bactériens? N'avions-nous pas sous-estimé d'aussi rudes adversaires? » (Antoine Andremont, Michel Tibon-Cornillot, *Le Triomphe des bactéries. La fin des antibiotiques?*, Max Milo Éditions, 2007, p. 184).
8. Signalons toutefois la définition qu'en donnait l'OMS, en 1946: « La santé est un état complet de bien être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. »
9. Publiée aux éditions Terre vivante, 2006.
10. Cf. Ivan Illich, *Une société sans école*, in *Œuvres complètes*, vol. I, Fayard, 2004.

11. Dominique Pestre, « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences », *Annales : Histoire, Sciences sociales*, n° 3, Armand Colin, 1995 ; Dominique Pestre, *Science, argent et politique*, INRA Éditions, 2003 ; Dominique Pestre, *Introduction aux Science Studies*, La Découverte, 2006 ; Simon Schaffer et Steven Shapin, *Léviathan et la pompe à air. Hobbes et Boyle entre science et politique*, La Découverte, 1993 ; Otto H. Sibum, « Les gestes de la mesure. Joule, les pratiques de brasserie et la science », *Annales : Histoire, Sciences Sociales*, Juillet-octobre 1998, n° 4-5, EHESS, pp. 745-774 ; Crosbie Smith et Norton Wise, *Energy and Empire. A Biographical Study of Lord Kelvin, 1824-1907*, Cambridge University Press, 1989.
12. Peter Galison et Bruce Hevly, *Big Science*, Stanford University Press, 1992.
13. Jean-Pierre Daviet, *La Société industrielle en France : 1814-1914*, Seuil, 1997.
14. Hertz réalise une expérience qui selon lui met en évidence l'existence d'ondes se propageant à la vitesse de la lumière. De nombreux scientifiques et laboratoires européens tentent, chacun à leur manière et avec des résultats forts différents (Henri Poincaré va jusqu'à mettre en évidence une erreur de calcul chez Hertz), de reproduire l'expérience initiale. Pourtant, tous s'accordent, à partir du moment où ils ont été capables de produire un dispositif technique (à partir des schémas de Hertz) qui engendre quelque chose (des étincelles), sur le fait qu'il y a bien des ondes. En l'occurrence, la preuve de l'existence des ondes et le génie de Hertz ne s'établissent et ne se répandent pas grâce à des calculs (ceux de Hertz sont initialement faux) ni à des théories, mais bien en raison de l'appropriation de processus techniques par le milieu scientifique, puis industriel. Cf. Dominique Pestre et Michel Atten, *Heinrich Hertz. L'administration de la preuve*, PUF, 2002.
15. Cf. Gérard Nissim Amzallag, *La Raison malmenée. De l'origine des idées reçues en biologie moderne*, éditions du CNRS, 2002.
16. Cf. par exemple : Jean-Noël Kapferer, Bernard Dubois, *Échec à la science. La survivance des mythes chez les Français*, Nouvelles Éditions Rationalistes, 1981.
17. Marx, dans une lettre adressée à Engels le 18 juin 1862,

expliquait : « Il est curieux de voir comment Darwin retrouve chez les bêtes et les végétaux sa société anglaise avec la division du travail, la concurrence, l'ouverture de nouveaux marchés, les "inventions" et la "lutte pour la vie" de Malthus. C'est le *bellum omnium contra omnes* [la guerre de tous contre tous] de Hobbes, et cela fait penser à la phénoménologie de Hegel, où la société bourgeoise figure sous le nom de "règne animal intellectuel", tandis que chez Darwin, c'est le règne animal qui fait figure de société bourgeoise. » Cette vision des sociétés animales domine encore et plus que jamais la biologie moderne, et plus généralement le rapport au vivant dans nos sociétés industrielles. Signalons, à ce sujet, la brochure intitulée *Le Darwinisme, une idéologie scientifique* (Unité de recherche en biologie critique du comité national de représentation du scientisme [CNRS-URBC], disponible sur demande auprès de Bertrand Louart, 52, rue Damrémont, 75018 Paris).

18. Cf. André Pichot, *La Société pure : de Darwin à Hitler*, Champs Flammarion, 2000.
19. Dans son ouvrage d'*Analyse mathématique* (éditions Springer, 1998), Roger Godement a inclus une postface intitulée « Science, technologie, armement », où il montre comment la science pure que sont les mathématiques n'ont jamais été autant financées par l'armée que lors de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide qui s'en est suivie. Dans le premier chapitre, « Comment détourner un mineur », il commente ainsi les raisons qui poussèrent Herbert York, alors qu'il venait d'obtenir son doctorat, en 1950, après le déclenchement de la guerre de Corée, à participer au projet de mise au point de la bombe H : « [York] vous explique comment, dans le milieu scientifique, on peut procéder à l'équivalent d'un détournement de mineur : l'ennemi menace, vous dit-on, le problème scientifique est passionnant, de grands hommes que vous admirez donnent l'exemple, les arguments d'autres grands hommes opposés au projet mais que vous ne connaissez pas personnellement sont top secret, les grands hommes qui sont en train de vous séduire se gardent bien de vous éclairer honnêtement à ce sujet, enfin vous pourrez toujours consulter les documents officiels dans vingt-cinq ou trente ans si vous êtes américain, dans soixante au moins si vous êtes

français ou anglais et peut-être après la chute du régime si vous êtes soviétique. Le projet auquel vous avez coopéré sera alors réalisé depuis belle lurette, ses justifications auront peut-être radicalement changé dans l'intervalle et, si vous n'êtes pas encore mort, vos commentaires à retardement n'auront plus le moindre effet.»

20. Voir la postface son ouvrage *La Culture du narcissisme*, Climats, 2000 (première édition américaine, 1979), p. 303. Il ajoutait : «Des mythes et des superstitions archaïques ont réapparu au sein même des nations les plus modernes, les plus éclairées, les plus scientifiques et les plus progressistes du monde. La coexistence d'une technologie de pointe et d'une spiritualité primitive suggère que toutes deux sont enracinées dans des conditions sociales telles que les gens ont de plus en plus de mal à accepter la réalité du chagrin, de la perte, du vieillissement et de la mort – en bref, à accepter qu'ils vivent avec des limitations. Les angoisses spécifiques au monde moderne semblent avoir accentué les anciens mécanismes de négation de ces limitations.»
21. La réponse que faisait Cornelius Castoriadis à ceux qui lui reprochaient de maintenir l'horizon d'une maîtrise collective des affaires humaines, malgré sa critique radicale du projet de la science moderne, nous semble tout à fait judicieuse : «L'autogestion, plus généralement l'autogouvernement de la société, ce n'est pas la maîtrise au sens habituel du terme. "Maîtrise", c'est le terme programmatique du capitalisme. L'autonomie, l'autogouvernement, c'est [...] la décision collective, le fait de se dégager du pouvoir dont on ne reconnaît pas la légitimité, de reconnaître que c'est la société elle-même qui crée ses lois, que nous avons à décider de ce que nous avons à faire – mais en sachant précisément que nous vivons sur le Chaos, sur l'Abîme, que nous sommes d'ailleurs nous-même Chaos et Abîme, et que par conséquent la maîtrise est une illusion. Si on en reste à l'idée de la maîtrise, on aboutit à la bonne société définie une fois pour toutes par un philosophe – c'est-à-dire à l'hétéronomie.» (Cf. *Fenêtre sur le chaos*, Seuil, 2007 ; le propos ici mentionné date toutefois de 1982).

22. Ce qui amène Sciences citoyennes à « [soutenir] pleinement les demandes des chercheurs pour des moyens accrus » (Jacques Testart, Lionel Larqué, « De l'air pour la recherche », *Libération*, 4 octobre 2006). Les auteurs ajoutent souhaiter « tout autant » une transformation « des orientations, des modes de décision, des pratiques d'expertise, des rapports entre recherche et société ». Bref, tout changer, mais pas la constitution de la recherche en industrie destinée à accumuler toujours plus de connaissances, à mobiliser des technologies toujours plus coûteuses, à salarier toujours plus de chercheurs..., en parfaite servante du développement économique et social.
23. À l'instar de Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2002.
24. *Le Système et le Chaos*, Economica, 1990 (première édition, 1973), p.179.
25. Il est bien difficile de faire le tri, dans les romans d'anticipation et les revues de vulgarisation scientifique, entre les fantasmes inaccessibles et les réelles possibilités. Apparemment, on aura surtout droit aux aspects les plus cauchemardesques du tableau, notamment en terme d'armement, de technologie de surveillance et d'artificialisation du monde. Mais l'essentiel n'est pas prêt d'advenir – ce que d'ailleurs nous ne regrettons pas –, et les quelques réalisations « bénéfiques » qui s'en rapprocheront un peu, sur le plan médical notamment, ne concerneront au plus que de petites fractions des classes dominantes.
26. La formule est de Marx, paraphrasant dans *Misère de la philosophie*, les Fukuyama de son époque.
27. À titre d'exemple, voici comment Jean-Marc Lévy-Leblond (qui trouve notre plate-forme « ultra-violente » – cf. « Faut-il faire sa fête à la Science ? » in *Alliage*, n° 59, 2007) préfaçait, il y a un peu plus de trente ans, la deuxième édition de son *Autocritique de la science* (Seuil, 1975, p. 21). Relatant les débats qui agitaient alors les instances politiques, aussi bien sur la biologie moderne que sur le nucléaire, il affirmait : « La prétendue neutralité de la science, déjà attaquée dans le discours idéologique, reçoit maintenant le coup de grâce dans la lutte politique. Il est trop tôt pour connaître l'issue de ces luttes. Une chose est certaine cependant : elles ne font que

commencer. C'est en ce sens que ce livre n'est pas prêt de perdre son actualité.» Voir aussi, sur la question de la démission: Alexandre Grothendieck, *Allons-nous continuer la recherche scientifique ?*, 1972, Brochure rééditée par Oblomoff, disponible sur demande.

28. Cf. par exemple le travail de Lydia et Claude Bourguignon.
29. Pour autant qu'il soit possible de parler de gratuité en dehors du système capitaliste, dans la mesure où la connaissance n'est « gratuite » dans aucune société, puisqu'elle possède toujours des visées religieuses, politiques, sociales, etc. Par ailleurs, précisons qu'à l'ère du numérique, la gratuité devient un simple argument marketing visant à la constitution de masses critiques d'utilisateurs permettant alors de conséquents retours sur investissement *via* la publicité.
30. *Quo*, juin 1998.
31. Hannah Arendt, *La Crise de la culture*, Préface.
32. Relatées dans le recueil *États Généraux de la servitude*.
33. STIC: Système de traitement des infractions constatées, 23 millions de fichés. FNAEG: Fichier national automatisé des empreintes génétiques», c'est-à-dire fichier ADN, 800 000 fichés (en 2008).
34. Le projet Safari (Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus) prévoyait l'interconnexion du numéro de sécurité sociale avec les autres fichiers administratifs.
35. Dans une interview (07/07), Alex Türk explique: « Prenons l'exemple de la vidéosurveillance: dire une fois pour toutes "nous sommes contre, point", ça ne mène à rien. Car si l'État le fait quand même, ce sera un coup d'épée dans l'eau.»
36. Un exemple parmi d'autres: après avoir recalé le projet de la MAAF consistant à placer dans les voitures de ses assurés des mouchards électroniques, la CNIL a publié une norme simplifiée pour aider les assureurs à placer leurs mouchards sans être dans l'illégalité (mars 2006). Elle a en outre travaillé en partenariat avec la société AXA sur le même projet d'adaptation de la prime d'assurance à l'usage réel du véhicule», aidant ainsi la compagnie d'assurance à contourner la loi (septembre 2007).

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
LE FUTUR TRIOMPHE, MAIS NOUS N'AVONS PAS D'AVENIR	7
ÉCLAIRCISSEMENTS	17
_ REMARQUES PRÉALABLES	18
_ « SCIENCE PURE » ET TECHNOLOGIE	30
_ LA FONCTION IDÉOLOGIQUE DE LA NOTION DE « SCIENCE PURE »	40
_ AU NOM DE QUEL PROJET POLITIQUE CRITIQUER LA RECHERCHE ?	45
_ QUE FAIRE ? QUE PROPOSONS-NOUS ?	49
LE SALAIRE DE LA PEUR	63
INTERVENTIONS	79
_ DES CRÉDITS, POUR QUOI FAIRE ?	80
_ CECI N'EST PAS UNE FÊTE	85
_ PEUT-ON ARRÊTER LE TRAIN DE LA SCIENCE ?	87
_ L'INDÉCENTE PUBLI-CITÉ DES SCIENCES	93
_ DISSOLUTION DE LA CNIL	95
_ L'INDUSTRIE DE LA BIOMÉTRIE RECRUTE: DES CHERCHEURS EN SCIENCES HUMAINES !	105
_ LE PROJET ITER SAUVERA-T-IL LA PLANÈTE ? SEULEMENT L'ÉCONOMIE ? OU AUCUNE DES DEUX ?	108
_ CE QUE NOUS PENSONS DE NOTRE DESTIN TRANSGÉNIQUE	111
_ QUI A PEUR DE L'AVENIR RADIEUX ?	115
_ DANS LA RUE MARCEL DUCHAMP	119
NOTES	121